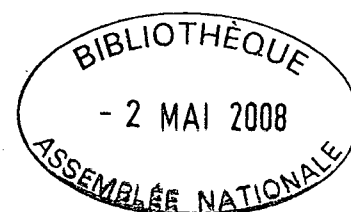


Q-48 COPIE DES ÉTUDES ET ANALYSES PRODUITES EN 2007-2008 PORTANT SUR LES IMPACTS D'ÉVENTUELLES MODIFICATIONS À LA STRUCTURE FISCALE DU QUÉBEC.

Copies des études mentionnées dans la réponse à la question 48.



Élaboration des mesures fiscales québécoises

**Présentation aux étudiants
de la maîtrise en fiscalité
de l'Université de
Sherbrooke**

Janvier 2008

Plan de la présentation

1. Mission du ministère des Finances
2. Secteurs responsables de l'élaboration de la politique fiscale
3. Processus budgétaire
4. Préparation et élaboration des politiques
5. Exemples d'élaboration de mesures
 - Prime au travail
 - Crédit de taxe sur le capital

F5A1
E88
2008/09

2,48

QL
P.gouv.
lecture
sur place

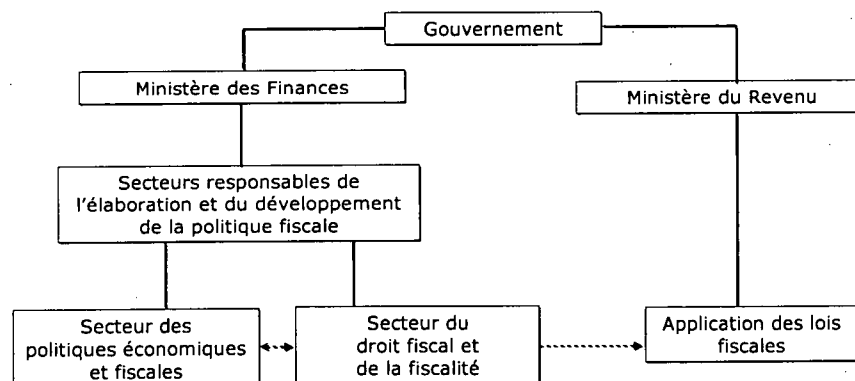
1. Mission du ministère des Finances

La mission du MFQ

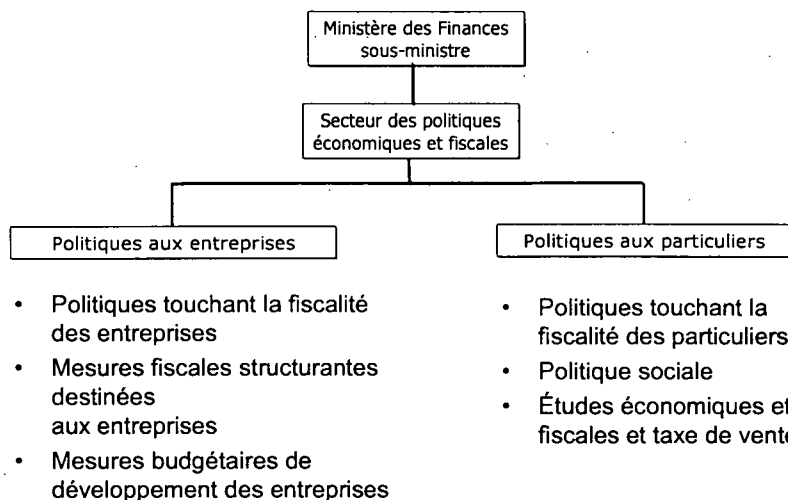
- Conseiller la ministre et le gouvernement dans les domaines budgétaire, fiscal, économique, financier et comptable
- Favoriser le développement économique, favoriser et soutenir la croissance de l'économie de l'investissement et de l'emploi
 - Pour ce faire, élaborer et proposer des mesures budgétaires et fiscales
- Responsable d'opérations complexes et stratégiques
 - Budget du gouvernement, états financiers, financement, gestion de la dette et de l'encaisse

2. Secteurs responsables de l'élaboration de la politique fiscale

Secteurs responsables de l'élaboration de la politique fiscale Place des Secteurs dans l'organisation gouvernementale



Secteur des politiques économiques et fiscales

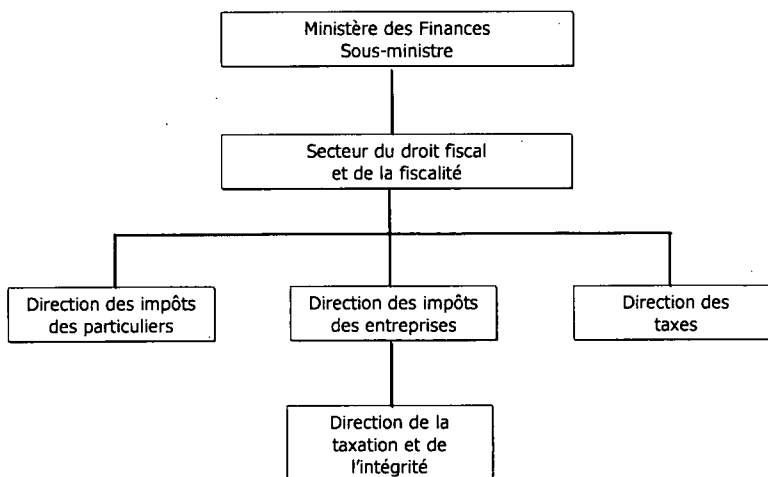


Secteur des politiques économiques et fiscales

Principaux mandats

- Conseiller la ministre et le gouvernement en matière de politique économique, fiscale et sociale
- Élaborer des politiques et des stratégies, et proposer des mesures fiscales et budgétaires afin :
 - d'accroître le développement et la compétitivité du Québec (investissement, innovation, régions, autres)
 - de favoriser le développement social (familles, soutien aux personnes à faible revenu, autres)
- Promouvoir l'équité, la compétitivité et la simplicité dans la politique fiscale québécoise

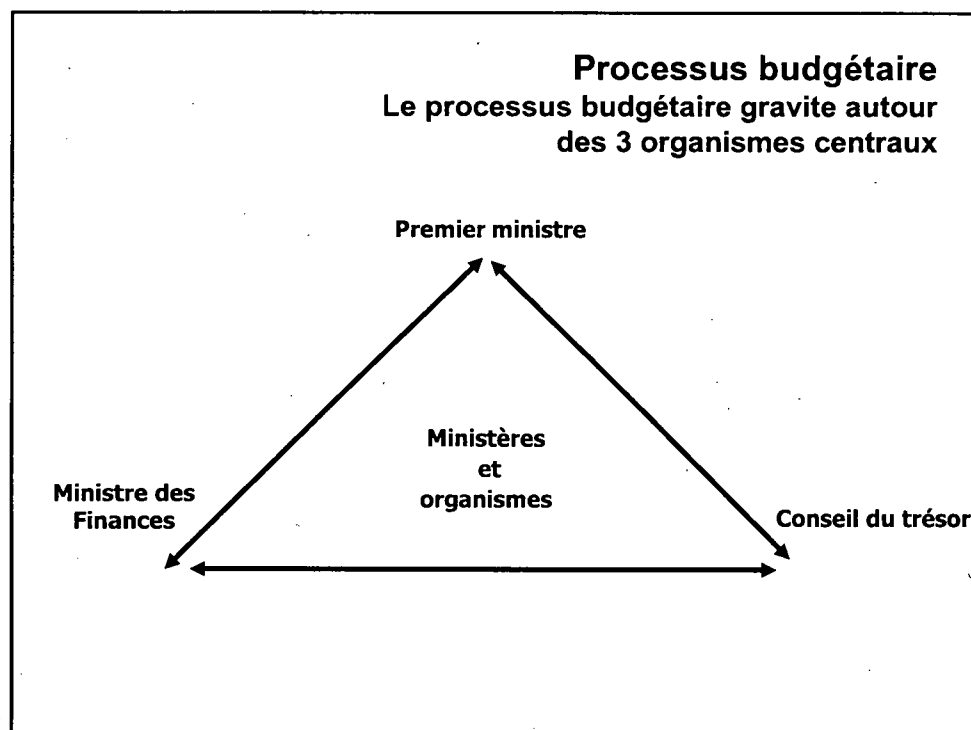
Secteur du droit fiscal et de la fiscalité

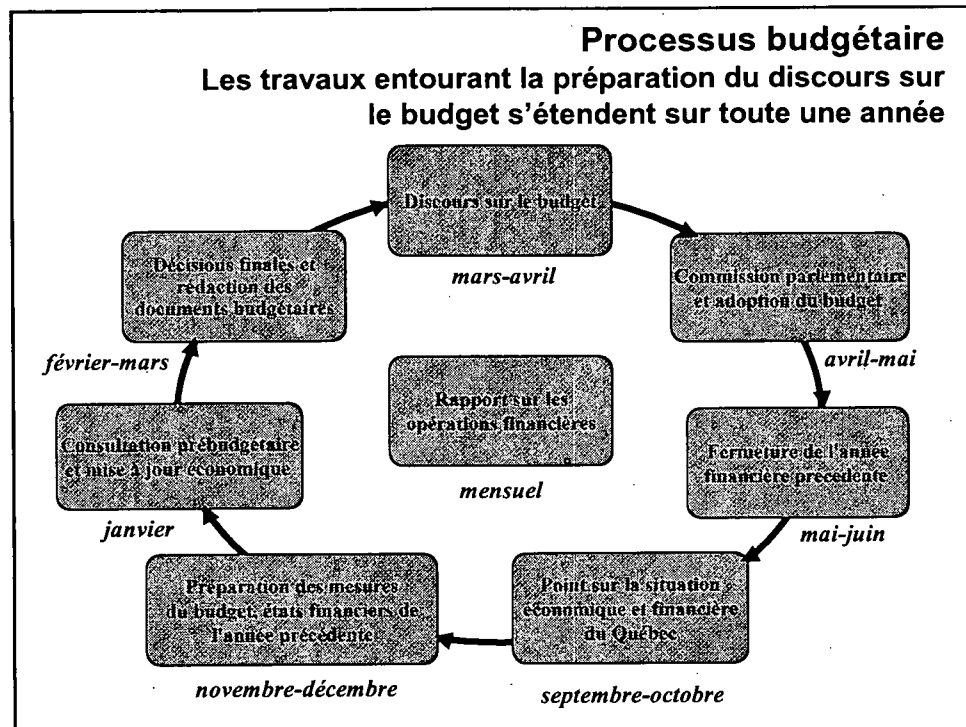


Secteur du droit fiscal et de la fiscalité Grandes fonctions

- **Conseiller** le ministre sur la législation fiscale et les principes de taxation aux fins de prise de décision
- **Élaborer et mettre en œuvre** la politique fiscale en favorisant une fiscalité simple, équitable et compétitive
- **Garantir** l'intégrité du régime fiscal
- **Expliquer** les mesures fiscales aux citoyens et aux différents groupes sociaux-économiques
- **Servir de soutien** aux autres secteurs du ministère sur toute question touchant la fiscalité
- **Représenter** le Québec et le ministère dans le cadre de négociations et au sein de diverses instances

3. Processus budgétaire





4. Préparation et élaboration des politiques

Préparation et élaboration des politiques

- Cerner les enjeux ou les problématiques
 - Identification des enjeux ou des problématiques
 - Processus de consultation
- Déterminer la marge de manœuvre
 - Prévision des revenus et des dépenses

Préparation et élaboration des politiques

- Choisir la forme d'intervention
 - Intervention fiscale
 - Intervention budgétaire

Préparation et élaboration des politiques

- Estimation des impacts économiques et financiers :
 - Pour le gouvernement
 - Par secteur d'activité
 - Pour les agents économiques types concernés
 - Outils quantitatifs

Préparation et élaboration des politiques

- Présentation des scénarios retenus aux autorités et prise de décision
 - Notion d'arbitrage (Priorités gouvernementales et Cadre budgétaire)
- Mise en place et suivi de la mesure
 - Budget, Renseignements additionnels, BI
 - Cadre législatif pour le fiscal (RQ) et normatif pour le budgétaire (SCT)
 - Ministères concernés (MFQ, RQ et ministères sectoriels)
 - Reddition de compte (stat. fiscales, dép. fiscales, rapport annuel de gestion, plan stratégique, etc.)

5. Exemple : Prime au travail

Exemples d'élaboration de mesures Prime au travail - Contexte

- Le contexte du *Budget 2004-2005*
- Concilier plusieurs enjeux :
 - l'engagement de retourner un 1 MM\$ aux particuliers
 - le respect de la Loi anti-pauvreté
 - la correction de certaines anomalies du régime de soutien du revenu et d'incitation au travail

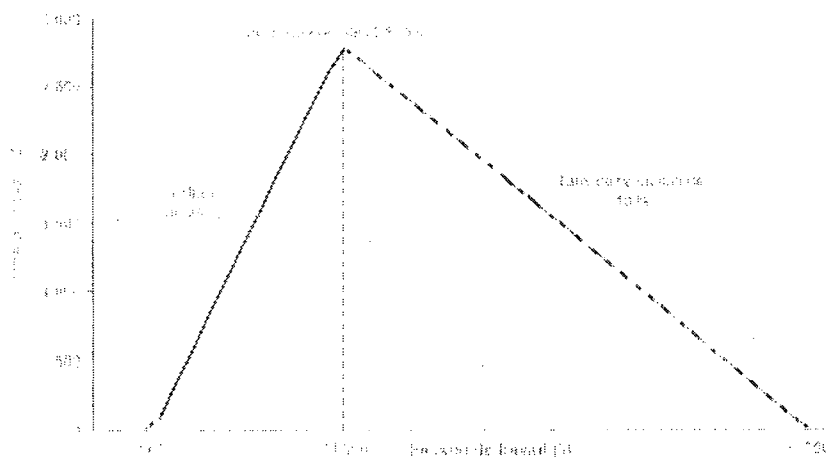
Exemples d'élaboration de mesures Prime au travail - Fonctionnement

- S'inspire du « Earned Income Tax Credit » américain
- Permet de rejoindre 536 000 ménages au lieu de 30 000
- Corrige la plupart des problèmes rencontrés par le programme actuel, dont la complexité
- Augmente l'effort de travail de 9 % chez les ménages à faible revenu

Exemples d'élaboration de mesures Prime au travail - Fonctionnement

- Valoriser l'effort de travail

Couple avec enfants - 2005



Exemples d'élaboration de mesures Prime au travail - Résultats

• Retour d'un milliard de dollars aux contribuables

(en millions de dollars)

	Pleine année	2004-2005	2005-2006
Réduction d'impôt des particuliers			
• Soutien aux enfants	-547	-306	-975
• Prime au travail	-243	- 17	- 115
• Simplification du régime fiscal	-219		-40
• Transformation de certains programmes de transferts ⁽¹⁾ en crédits d'impôt remboursables		-132	-528
Total des mesures aux particuliers	-1 009	-455	- 1 658⁽²⁾

(1) Allocations familiales, allocation pour enfants handicapés et Programme APPORT.

(2) La somme de 1 658 M\$ représente l'impact sur les revenus du gouvernement. En soustrayant la somme de 528 M\$ en 2005-2006 provenant de la conversion de certaines dépenses en revenus, on obtient une réduction nette d'impôt de 1 130 M\$ en 2005-2006.

Exemples d'élaboration de mesures Prime au travail - Résultats

• Plan de lutte contre la pauvreté : 2,5 milliards de dollars sur cinq ans

(en millions de dollars)

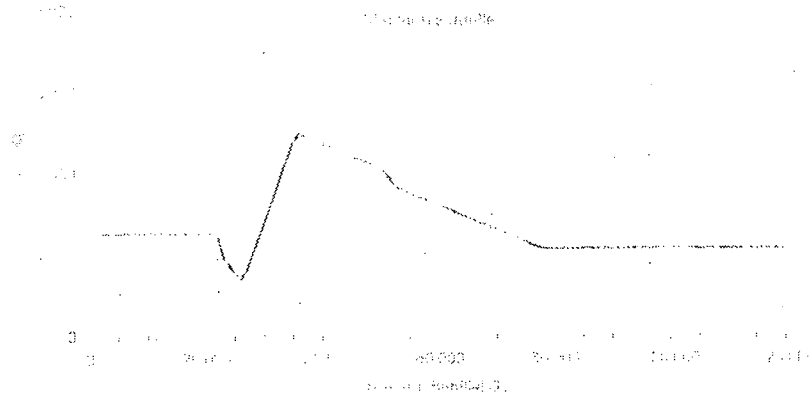
	Sur cinq ans
Soutien aux enfants ⁽¹⁾	1 074
Prime au travail ⁽¹⁾	510
Logement social	329
Indexation des prestations	
• Contraintes sévères : pleine indexation	240
• Aptes au travail : demi-indexation et prime à la participation	275
Autres mesures	112
Total	2 540

(1) Comprend uniquement la portion de la mesure qui est destinée aux ménages à faible revenu.

Exemples d'élaboration de mesures Prime au travail

- Corriger l'iniquité et la désincitation au travail

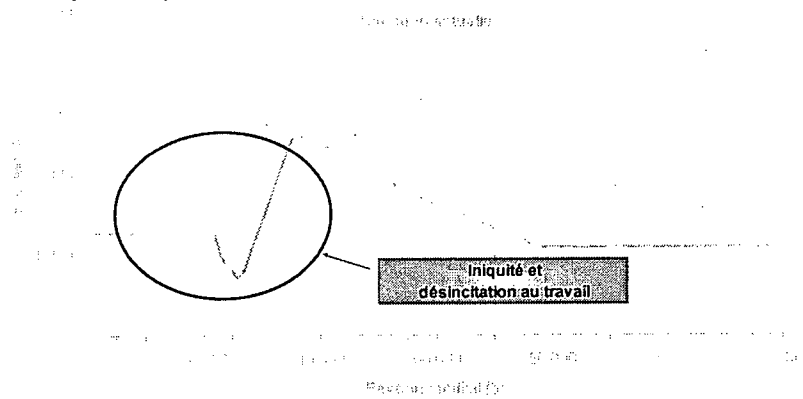
Couple comptant deux enfants - 2005



Exemples d'élaboration de mesures Prime au travail

- Corriger l'iniquité et la désincitation au travail

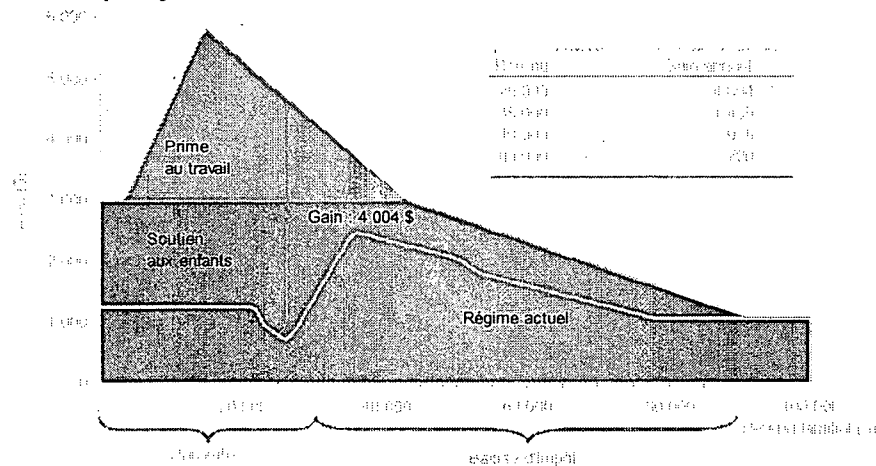
Couple comptant deux enfants - 2005



Exemples d'élaboration de mesures Prime au travail - Résultats

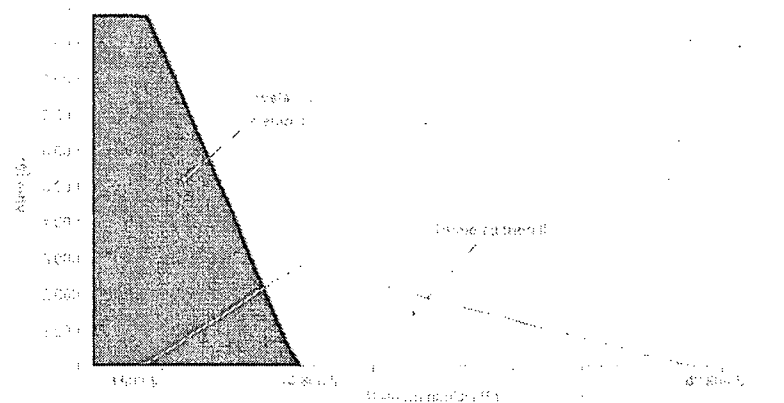
- Un régime plus simple, plus généreux et plus incitatif au travail

Couple ayant un revenu et deux enfants - 2005



Exemples d'élaboration de mesures Prime au travail - Résultats

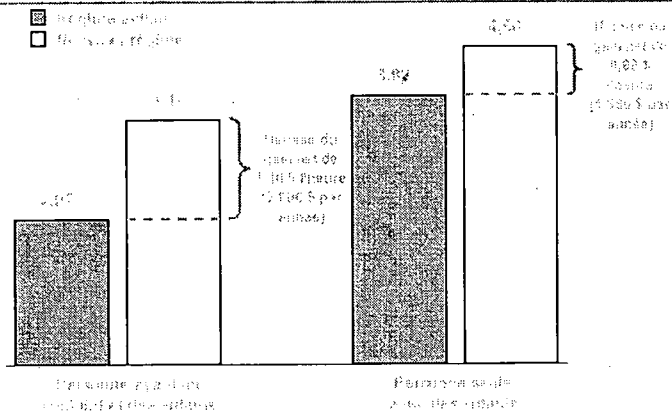
INTÉGRATION DE LA PRIME AU TRAVAIL ET DU PROGRAMME D'ASSISTANCE-EMPLOI
COUPLE COMPTANT DEUX ENFANTS - 2005
(en dollars)



Note : Régime de 50 % et 100 % d'indemnité.
(1) : Prestations d'assistance-emploi pour un couple dont les enfants sont âgés de moins de 18 ans.

Exemples d'élaboration de mesures Prime au travail

IMPACT DE LA PRIME AU TRAVAIL SUR LE GAIN HORAIRE NET D'UNE PERSONNE
QUI QUITTE L'AIDE SOCIALE POUR OCCUPER UN EMPLOI À TEMPS PLEIN AU
SALAIRE MINIMUM⁽¹⁾
(dollars par heure de travail)



Note: La prime de 20 % est versée mensuellement.

(1) Le gain horaire net comprend le salaire de base, les cotisations à l'assurance-emploi, les cotisations à l'assurance-maladie, les cotisations à l'assurance-chômage, les cotisations à l'assurance-vieillesse, les cotisations à l'assurance-invalidité, les cotisations à l'assurance-maternité, les cotisations à l'assurance-santé, les cotisations à l'assurance-dentaire, les cotisations à l'assurance-vieillesse, les cotisations à l'assurance-invalidité, les cotisations à l'assurance-maternité, les cotisations à l'assurance-santé, les cotisations à l'assurance-dentaire.

Exemples d'élaboration de mesures Prime au travail

COÛT NET PAR DOLLAR DE PRIME AU TRAVAIL VERSÉE – IMPACT À TERME

	Impact à terme
Prime au travail	1,00 \$
Réduction des prestations d'aide sociale versées	-0,25 \$
Impôt sur le revenu supplémentaire	-0,15 \$
Coût net par dollar de prime versée	0,60 \$

Source: Modèle d'impact, basé sur le nombre des personnes (MFC d'11)

Exemples d'élaboration de mesures
Prime au travail – Harmonisation avec la PFRT

- Budget fédéral 2007 – PFRT
- Sans restructuration :
 - dédoublement de la Prime au travail
 - réduction de l'incitation au travail
- Accord entre le Québec et le fédéral

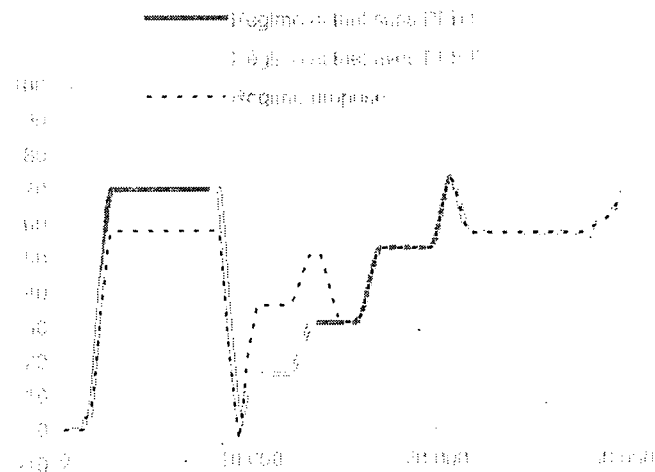
Exemples d'élaboration de mesures
Prime au travail – Harmonisation avec la PFRT

PRINCIPAUX PARAMÈTRES DE LA PFRT ET DE LA
PRIME AU TRAVAIL – 2007
 (en dollar)

	<u>Personne seule</u>
PFRT fédérale – avant restructuration	
Revenus de travail exclus	3 000
Seuil de prime maximale	5 500
Prime maximale	500
PFRT fédérale – après restructuration	
Revenus de travail exclus	2 400
Seuil de prime maximale	9 758
Prime maximale	882,96
Prime au travail du Québec	
Revenus de travail exclus	2 400
Seuil de prime maximale	9 758
Prime maximale	515,00

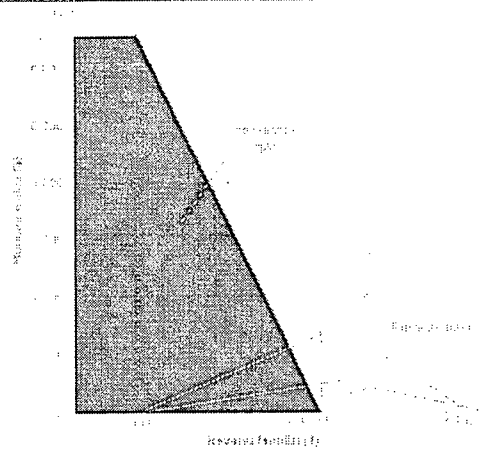
Exemples d'élaboration de mesures Prime au travail – Harmonisation avec la PFRT

Familles monoparentales



Exemples d'élaboration de mesures Prime au travail – Harmonisation avec la PFRT

INTÉGRATION DE LA PRIME AU TRAVAIL ET DE LA PFRT RESTRUCTURÉE AVEC LE
PROGRAMME D'ASSISTANCE-EMPLOI
PERSONNE SEULE, QUÉBEC 2007



5. Exemple : Crédit de taxe sur le capital

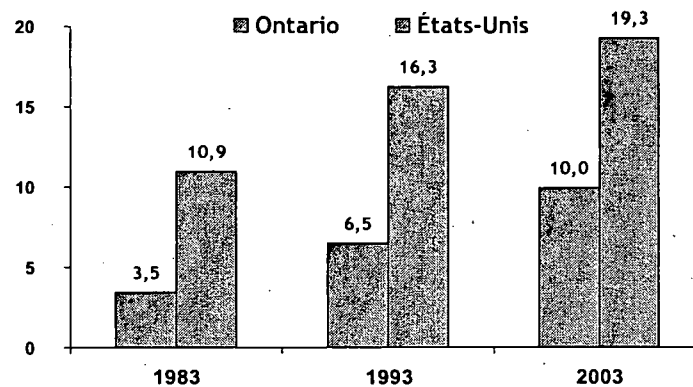
Exemples d'élaboration de mesures **Crédit de taxe sur le capital - Contexte**

- Au moment de la mise en place du crédit de taxe sur le capital :
 - Retard important de l'investissement au Québec
 - Besoin urgent d'accroître la productivité
- Consensus des acteurs économiques sur les effets nuisibles de la taxe sur le capital imposée aux entreprises
- Des gestes concrets ayant des impacts à court terme devaient être posés

Exemples d'élaboration de mesures

Crédit de taxe sur le capital – La productivité un enjeu majeur

- En 2003, les écarts de productivité étaient croissants au Québec



Exemples d'élaboration de mesures

Crédit de taxe sur le capital - L'investissement est le déterminant le plus important de la productivité

Déterminants de la productivité

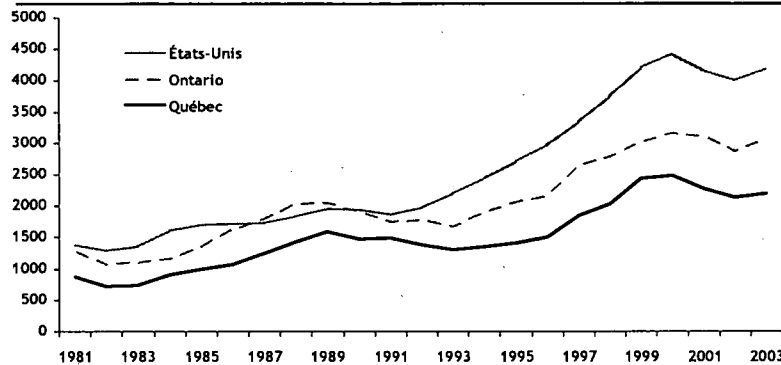
- | | | |
|---|---|--|
| • Capital humain (scolarité, formation, pratique organisationnelle, etc.) | } | Situation acceptable ou comparable à nos voisins |
| • Innovation | | |
| • Réglementation, ouverture commerciale, etc. | } | Retard important, principalement en machineries et équipements |
| • Capital physique (Investissement) | | |

Exemples d'élaboration de mesures

Crédit de taxe sur le capital - Les investissements en machineries et équipements souffraient d'un écart important

- En 2003, l'Ontario a investi 1,4 fois plus par habitant que le Québec (États-Unis : 1,9)

Investissements privés en machineries et équipements par habitant
(en dollars canadiens de 1995)



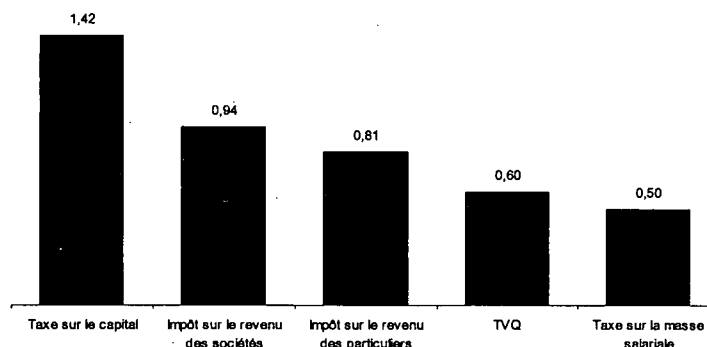
Exemples d'élaboration de mesures

Crédit de taxe sur le capital - L'investissement est influencé par divers facteurs

- Main-d'œuvre qualifiée
- Accès au marché
- Énergie
- Stabilité politique
- Base industrielle (e.g. l'automobile) et taille des entreprises
- Fiscalité
 - La fiscalité influence l'investissement par ses effets sur le rendement du capital

Exemples d'élaboration de mesures

Crédit de taxe sur le capital - La taxe sur le capital est reconnue comme étant le mode de taxation le plus néfaste
Impact sur le PIB réel par dollar de réduction d'impôt (en dollars)



Impact à long terme de réductions d'impôt ou de taxe évalué à l'aide du modèle d'équilibre général du ministère des Finances du Québec. Les simulations ont été effectuées sans effets sur les revenus du gouvernement. La perte de revenus du gouvernement est compensée au moyen d'un prélèvement n'ayant pas d'influence sur le comportement des agents économiques.

Exemples d'élaboration de mesures

Crédit de taxe sur le capital – Consensus des acteurs économiques

- La taxe sur le capital représente un frein à l'investissement et nuit à la croissance économique
- Représentations de plusieurs intervenants du milieu des affaires du Québec afin d'éliminer la taxe sur le capital pour les entreprises
- De nombreuses études du milieu universitaire et d'organismes économiques reconnus démontrent les effets nuisibles de la taxe sur le capital
- Toutes les autres provinces canadiennes ont éliminé la taxe sur le capital ou ont un plan d'élimination à moyen terme

Exemples d'élaboration de mesures
Crédit de taxe sur le capital – Élimination
de la taxe sur le capital

- Volonté sans équivoque du gouvernement d'éliminer la taxe sur le capital
- Toutefois, les revenus fiscaux provenant de la taxe sur le capital étaient très importants pour le gouvernement (près 2 MM\$ soit environ 5 % des revenus fiscaux totaux du gouvernement du Québec)
- Le cadre financier du gouvernement lors du *Budget 2005-2006* ne permettait pas l'élimination complète de la taxe sur le capital

Exemples d'élaboration de mesures
Crédit de taxe sur le capital

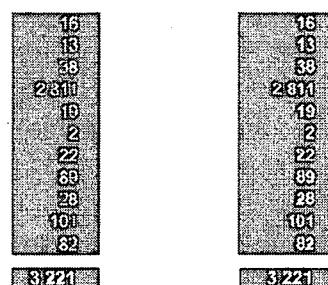
- **PLAN D'ACTION** : Tous les efforts doivent être canalisés vers la réduction de la taxe sur le capital, en priorité pour le secteur manufacturier
 - Annoncer une baisse de la taxe sur le capital et l'intention de la réduire progressivement pour atteindre un objectif déterminé, soit 0,29 % en 2009
 - Mettre en place immédiatement une mesure d'accélération de la réduction de la taxe sur le capital pour les entreprises du secteur manufacturier qui investissent

Exemples d'élaboration de mesures Crédit de taxe sur le capital – Mise en place

- *Au Budget 2005-2006 :*
 - Annonce de la réduction de plus de 50 % du taux de la taxe sur le capital afin d'alléger le fardeau de l'ensemble des entreprises
 - Mise en place d'un crédit de taxe sur le capital de 5 % pour l'acquisition de matériel de fabrication et de transformation afin de stimuler les investissements du secteur manufacturier

Exemples d'élaboration de mesures Crédit de taxe sur le capital – Répartition des investissements privés - 2005

(en millions de dollars)



¹ Il s'agit essentiellement des investissements du secteur énergétique (Hydro-Québec, éolien).
Source : MFQ

PROJET DE MODERNISATION D'UNE ENTREPRISE MANUFACTURIÈRE
(en millions de dollars)

- Ajustements au crédit de taxe sur le capital en fonction des réalités des entreprises manufacturières du Québec
 - Majoration à 15 % pour certains investissements du secteur forestier au *Budget 2006-2007*
 - Majoration à 10 % pour l'ensemble des entreprises manufacturières au *Budget 2007-2008*
 - Majoration à 15 % pour l'ensemble des entreprises manufacturières dans le cadre du Plan en faveur du secteur manufacturier
- Par ailleurs, lors du *Budget 2007-2008*, le gouvernement annonçait un plan d'élimination de la taxe sur le capital d'ici 1^{er} janvier 2011

Exemples d'élaboration de mesures
Crédit de taxe sur le capital – Suites au dossier

- Stimuler l'investissement privé afin d'augmenter la productivité des entreprises demeure un enjeu important pour le Québec
- Cet élément stratégique est au cœur des préoccupations du gouvernement actuel
- L'accroissement des investissements privés et de la productivité est d'ailleurs le thème des consultations prébudgétaires en vue du *Budget 2007-2008*

Conclusion

Impacts économiques des politiques du gouvernement du Québec

**Application du modèle d'équilibre
général du MFQ**

Plan de la présentation

- Introduction**
- Particularités du MEGFQ**
- Impacts des politiques du gouvernement**
- Conclusion**

Introduction

Introduction

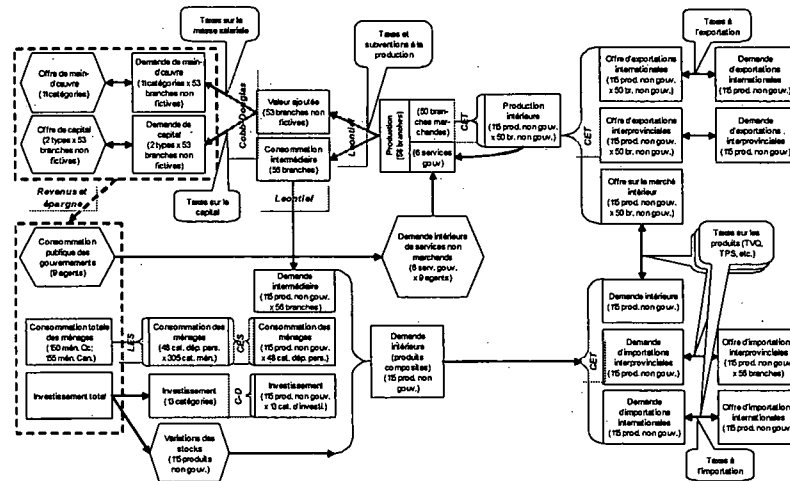
- Mission du MFQ
- Nécessité d'un MEG
- Plusieurs applications :
 - ◆ de la réduction de la taxe sur le capital (*Budget 2005-2006*)
 - ◆ de la « règle des 15 ans » (*document de recherche 2005*)
 - ◆ de la Prime au travail (*Budget 2004-2005*)
 - ◆ de la hausse du salaire minimum
 - ◆ de la mise en place d'un crédit à l'investissement (*Budget 2008-2009*)
 - ◆ Tax-mix

Particularités du MEGFQ

Caractéristiques de base du MEGFQ

- Modèle dynamique, multisectoriel
- Niveau de détail - niveau d'agrégation « M » de Statcan
- Modèle birégional - le reste du Canada aussi détaillé que le Québec
- Présente de manière détaillée les effets des politiques fiscales fédérales et provinciales
- Les agents économiques sont classés en quatre catégories

Structure du modèle pour une région



Modèle dynamique

- ➔ **Modèle dynamique séquentiel**
 - ◆ Croissance de la population
 - ◆ Croissance du stock de capital
 - ◆ Fonction d'investissement - *Jung et Thorbecke (2000)*
- ➔ **Résolution du modèle en boucles**
 - ◆ Minimise l'ajout de nouvelles équations
 - ◆ Permet de conserver tout le niveau de détail du modèle statique

Modélisation de la fiscalité et des transferts

- Une attention particulière a été portée à la modélisation de la fiscalité et des transferts aux particuliers
- Utilisation des taux moyens et marginaux d'imposition
- Les taux marginaux d'imposition sont estimés à partir de deux modèles :
 - ◆ Modèle de revenu disponible (particuliers)
 - ◆ Modèle des taux effectifs marginaux d'imposition (entreprises)

Fiscalité des particuliers

- L'ajout des TEMI au modèle permet :
 - ◆ de mieux capter l'impact de la fiscalité sur l'incitation au travail
 - ◆ de simuler l'impact sur l'économie des différents taux d'imposition
- Dans le modèle, le TEMI est appliqué à la variation marginale du revenu imposable

$$TD_{gvt,men} = ((ty_{gvt,men} - tytemi_{gvt,men})(YMO_{men} - \sum_{gvt,prni} nu_{men,prni,gvt} TRPO_{prni,gvt})) + tytemi_{gvt,men} (YM_{men} - \sum_{gvt,prni} nu_{men,prni,gvt} TRP_{prni,gvt})$$

- La décision de travailler est prise à la marge - le coût d'opportunité du loisir inclut uniquement le TEMI

$$PCTL_{l,men,rg} = (1 - psi_{men})(1 - \sum_{men} tytemi_{gvt,men})(1 - tcho_{l,rg})w_{l,rg}$$

Transferts aux particuliers (réductibles en fonction du revenu)

- Certains transferts et crédits d'impôt remboursables dépendent de la variation du revenu des ménages
- ◆ La variation du montant versé à un ménage dépend de la variation du revenu des ménages et du taux de réduction des transferts

$$TRP_{prnc, gvt} = TRPO_{prnc, gvt} + temi_{prnc, gvt} (YM - YMO)$$

Fiscalité des entreprises

- L'ajout des TEMI au modèle permet d'évaluer l'impact des distorsions créées par le système fiscal dans l'allocation du capital entre les différents secteurs de l'économie
- Dans le modèle, les impôts des sociétés perçus par les gouvernements sont des fonctions linéaires de la rémunération du capital

$$TEMI_{gvt, k, infc, rg} = (ttemoy_{gvt, k, infc, rg} - ttemi_{gvt, k, infc, rg}) rd_{k, infc, rg} KDO_{k, infc, rg} \\ - ttemoy_{gvt, k, infc, rg} AMTIND_{k, infc, rg} + ttemi_{gvt, k, infc, rg} rd_{k, infc, rg} KD_{k, infc, rg}$$

Fiscalité des entreprises

- Le taux de rémunération marginal reçu par les détenteurs du capital peut être différent pour chaque type de capital dans chaque secteur et dans chaque région

$$rs_{k,inf c,rg} = (1 - ttemi_{gvt,k,inf c,rg})(rd_{k,inf c,rg} - \gamma_{k,inf c,rg})$$

- En fonction de ce taux de rémunération, les détenteurs de capital déterminent le niveau d'investissement selon la région et le secteur

- Fonction d'investissement de type *Jung et Thorbecke (2000)*

$$(int + dep_{k,inf c,rg})Pk_{rg}Cinv_{k,inf c,rg}^{\left(\frac{1}{\beta_{k,inf c,rg}}\right)} = Ap_{k,inf c,rg}rs_{k,inf c,rg}KD_{k,inf c,rg}^{\left(\frac{1}{\beta_{k,inf c,rg}}\right)}$$

Taxes de vente

- Application en cascade des différentes taxes de vente (13 taxes)
- Taxe modulée selon l'acheteur et le bien
 - ◆ Permet de tenir compte des remboursements de taxes pour certains acheteurs
 - ◆ Tient compte des biens exonérés et détaxés

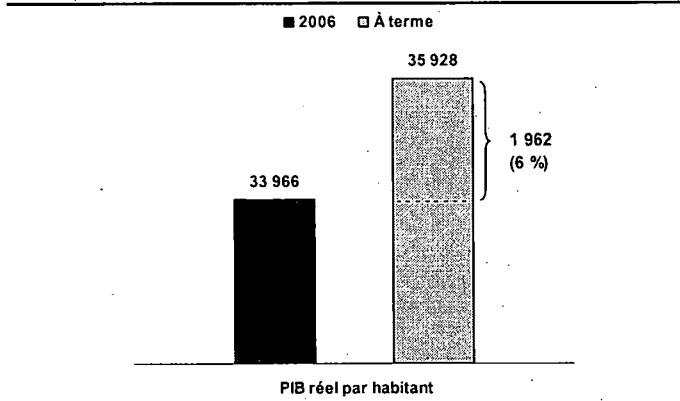
Application du modèle d'équilibre générale du ministère des Finances

Impacts des politiques du gouvernement

- Depuis 2003, un ensemble de politiques ont été mises en place par le gouvernement :
 - ◆ Abolition de la taxe sur le capital d'ici 2011
 - ◆ Baisse du taux d'imposition des petites sociétés
 - ◆ Baisse de l'impôt des particuliers
 - ◆ Instauration de la Prime au travail
 - ◆ Mise en place et bonification de la déduction pour les travailleurs
 - ◆ Instauration d'un crédit d'impôt à l'investissement
 - ◆ Etc.
- À l'aide du MEGFQ, on a estimé l'impact à long terme de ces politiques sur les principaux indicateurs économiques

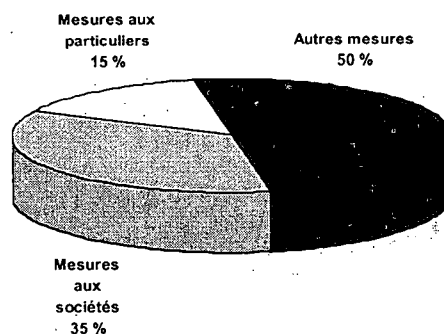
Impact des politiques du gouvernement sur le PIB réel par habitant

Impact sur le PIB réel par habitant
(en dollars)



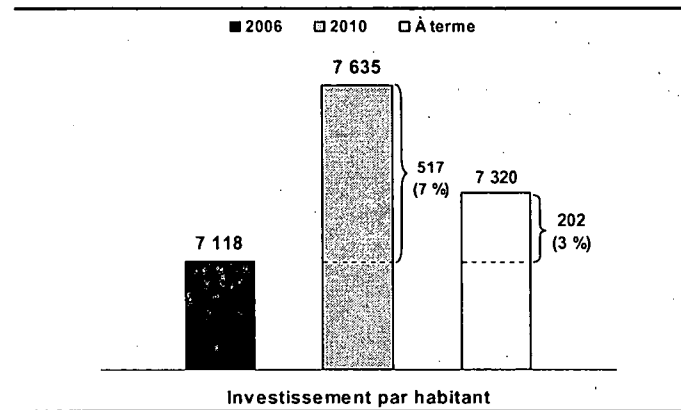
Impact des politiques du gouvernement sur le PIB réel par habitant

Contributions des différentes politiques à l'augmentation du PIB réel par habitant



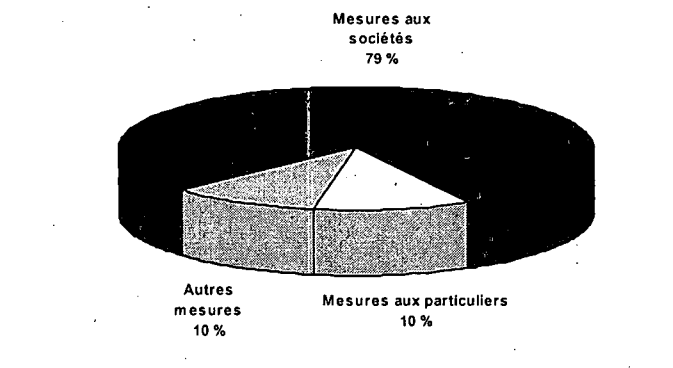
Impact des politiques du gouvernement sur l'investissement réel par habitant

Impact sur l'investissement réel par habitant
(en dollars)



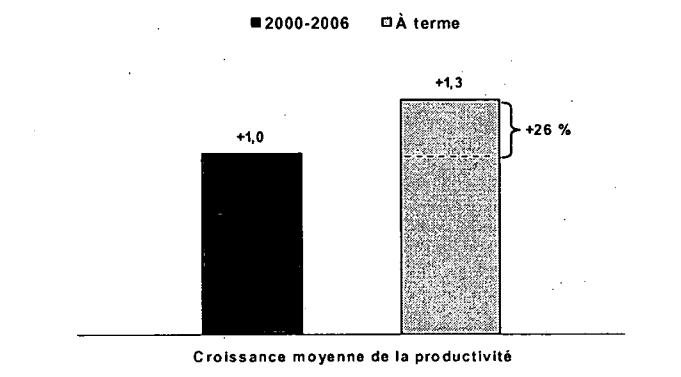
Impact des politiques du gouvernement sur l'investissement réel par habitant

Contributions à l'augmentation de l'investissement réel par habitant



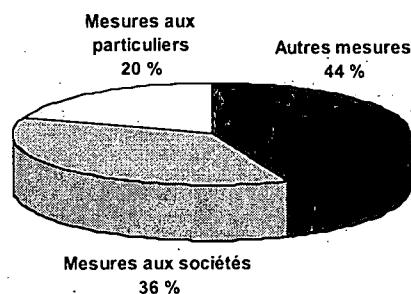
Impact des politiques du gouvernement sur la productivité du travail

Impact sur la croissance moyenne de la productivité du travail



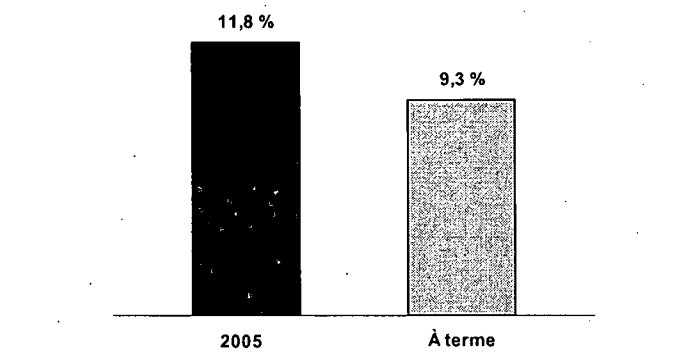
Impact des politiques du gouvernement sur la productivité du travail

Contributions à l'augmentation de la productivité du travail



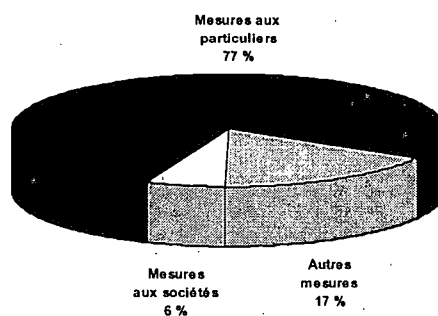
Impact des politiques du gouvernement sur la redistribution

Impact sur le taux de pauvreté



Impact des politiques du gouvernement sur la redistribution

Contributions à la diminution du taux de pauvreté



Conclusion

- Le partenariat MFQ-ISQ-CIRPÉE a permis au MFQ de se doter d'un outil et d'une expertise unique au sein du gouvernement du Québec
- Les travaux d'analyse de différentes politiques économiques ont démontré l'utilité du MEG pour le MFQ
- À cet égard, les estimations effectuées à l'aide du MEGFQ ont démontré que les mesures mises de l'avant par le gouvernement pourront avoir un impact positif sur le PIB, l'investissement, la productivité et la redistribution.

**ACCROÎTRE LA
PROSPÉRITÉ
DU QUÉBEC**

**LE RÔLE DE
L'ÉTAT**

Conférence sur la
prospérité et la
productivité

11 janvier 2008

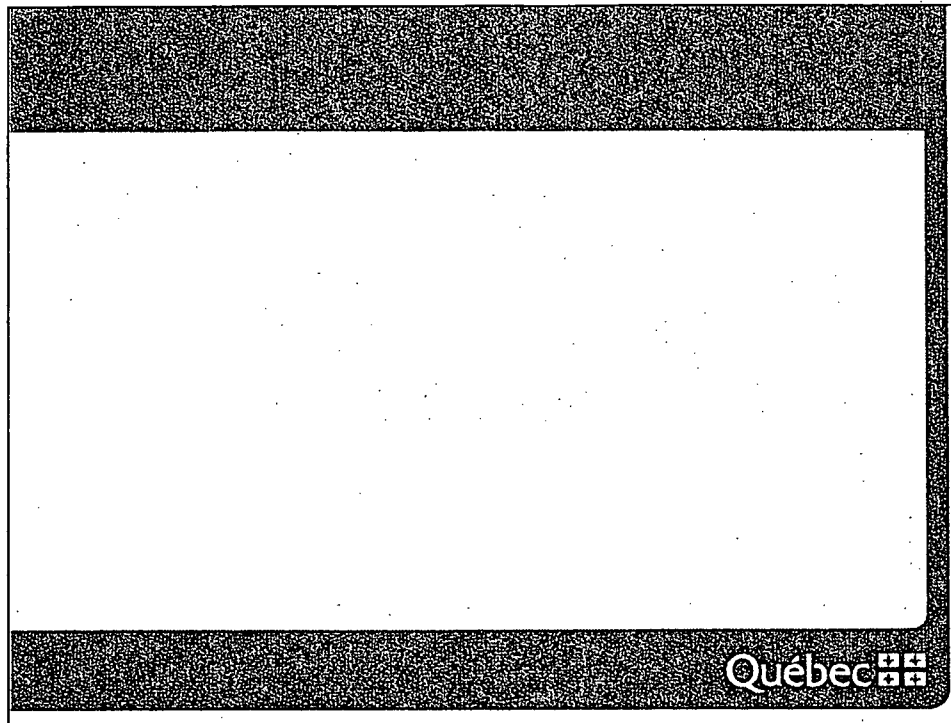
Québec 

Plan de la présentation

Économie du Québec : constats et défis

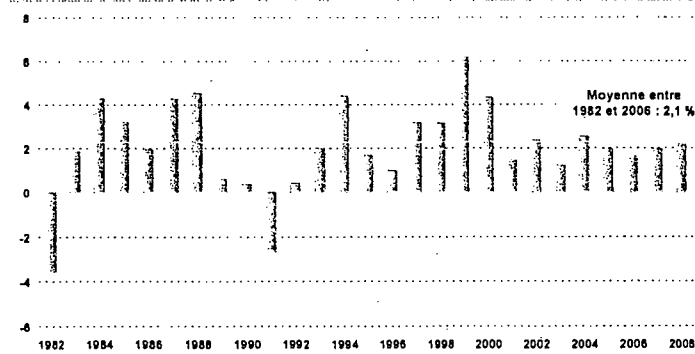
L'action du gouvernement pour favoriser la prospérité

Québec 



**La marge de manœuvre des gouvernements
est liée à l'évolution de la croissance économique**

**PIB réel du Québec
(variation annuelle en pourcentage)**

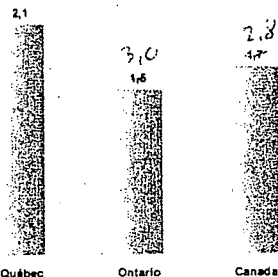


Source : Institut de la statistique du Québec.

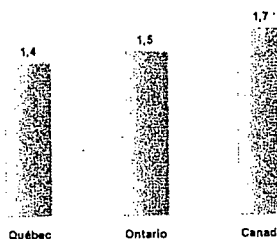
Québec

**La performance économique du Québec est comparable
au reste du Canada, abstraction faite de la démographie**

PIB réel
(variation annuelle en pourcentage;
moyenne 1982-2006)



PIB réel par habitant
(variation annuelle en pourcentage,
moyenne 1982-2006)



Sources : Statistique Canada et Institut de la
statistique du Québec

Québec

**La productivité et la démographie sont les déterminants
les plus importants de la croissance économique du Québec**

(variation annuelle en pourcentage, 1982 à 2006)

Croissance du PIB réel de
2,1 % par année en
moyenne de 1982 à 2006

Profil démographique*	0,9
+	
Taux d'activité	0,2
+	
Taux d'emploi	0,1
+	
Productivité	0,9
=	
PIB réel	2,1

* Population âgée de 15 ans et plus

Québec

Le Québec ne pourra plus bénéficier autant de la démographie pour soutenir sa croissance économique

Le déclin attendu de la population et son vieillissement résultent de trois tendances lourdes

La diminution de l'accroissement naturel, résultat d'une faible natalité

Des gains migratoires insuffisants, résultat de l'immigration et de l'émigration interprovinciale

Par ailleurs, ces facteurs, conjugués à un allongement de l'espérance de vie, entraînent un vieillissement accéléré de la population

Québec

L'expérience démographique des dernières années est plus encourageante

Un indice synthétique de fécondité à 1,5 enfant par femme

Une poursuite de la hausse de l'espérance de vie à la naissance

Un solde migratoire net positif d'environ 19 000 individus par année

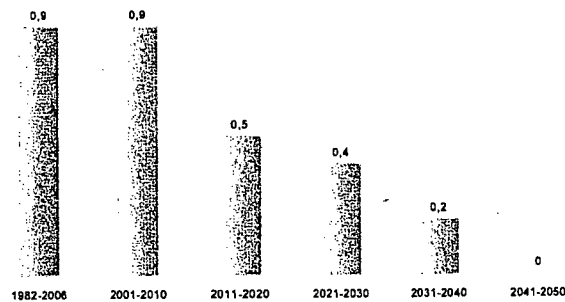
Remontée de l'indice synthétique de fécondité à 1,62 enfant par femme en 2006

Un solde migratoire net positif d'environ 30 000 individus par année entre 2002 et 2006

Québec

Les projections de l'ISO indiquent toujours un ralentissement de la croissance de la population du Québec.

Population du Québec âgée de 15 ans et plus
(variation annuelle en pourcentage)

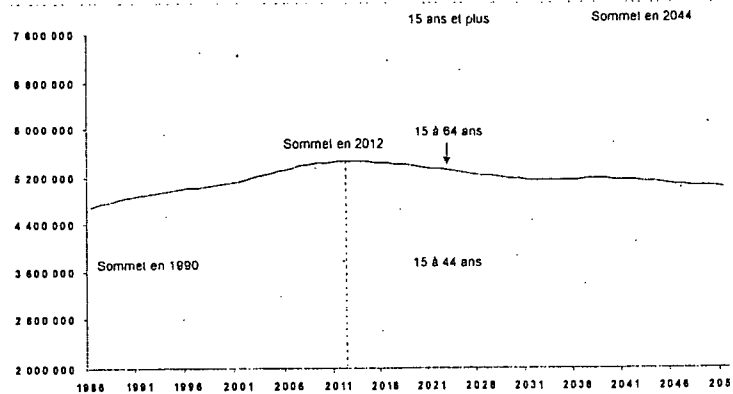


Sources : Institut de la statistique du Québec et ministère des Finances du Québec.

Québec

De plus, une diminution du bassin de travailleurs potentiels est toujours prévue

Population du Québec
(nombre d'individus)



Sources : Statistique Canada et Institut de la statistique du Québec.

Québec

Résultat : un vieillissement de la population entraînant des impacts sur l'économie et les finances publiques

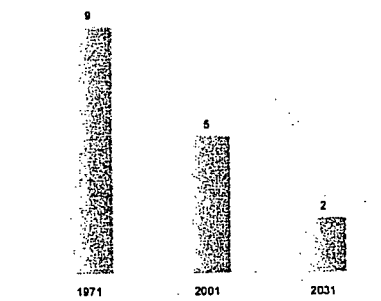
Une réduction éventuelle du bassin de main d'œuvre

Une réduction de la croissance économique annuelle de 0,5 point de pourcentage d'ici 2030

Des pressions importantes et croissances sur les finances publiques, notamment en santé :

- La part des dépenses de santé pourrait représenter 70 % des dépenses de programmes en 2030

Population en âge de travailler par rapport aux personnes âgées de 65 ans et plus

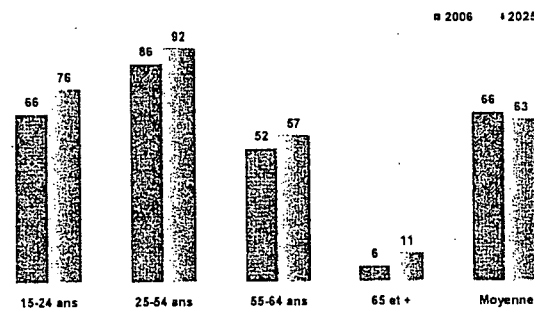


Source : Institut de la statistique du Québec.

Québec

L'évolution prévue du taux d'activité

Le taux d'activité continue d'augmenter pour tous les groupes d'âge (en pourcentage)

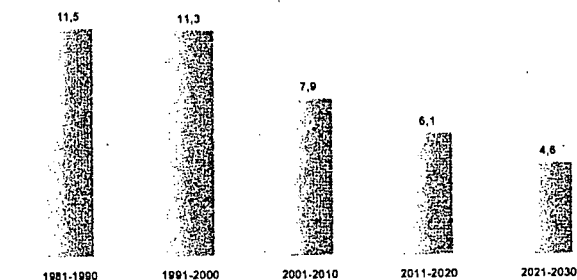


Sources : Institut de la statistique du Québec et ministère des Finances du Québec.

Québec

La baisse du taux de chômage se poursuivra

Taux de chômage
(en pourcentage)

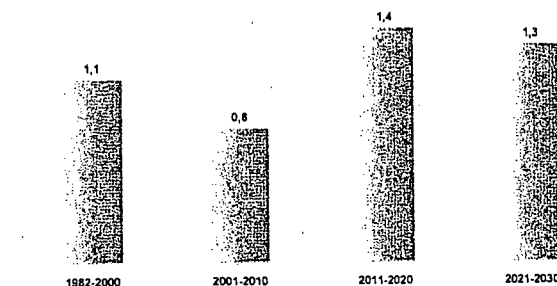


Sources : Institut de la statistique du Québec et ministère des Finances du Québec.

Québec

L'accélération de l'investissement favoriserait une hausse de la productivité...

PIB réel par travailleur
(variation annuelle en pourcentage)



Sources : Institut de la statistique du Québec et ministère des Finances du Québec.

Québec

et pourrait compenser en partie le fort ralentissement démographique

Contribution à la croissance économique (en pourcentage)

	1982-2006	2007-2025	2026-2050
PIB réel	2,1	1,9	1,5
Profil démographique (Population 15 ans et +)	0,9	0,6	0,2
Taux d'activité	0,2	-0,1	0,0
Taux d'emploi	0,1	0,2	0,0
Productivité	0,9	1,2	1,3

Québec 

Le Québec devra s'ajuster au contexte international

Nouvelle donne internationale

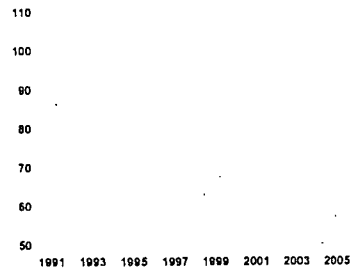
- A Un dollar canadien à parité avec le dollar américain
- A Une concurrence accrue de nouvelles puissances économiques en émergence

Québec 

Un dollar canadien à parité qui réduit la compétitivité des entreprises

Le dollar canadien s'est accru de plus de 60 % face au dollar américain depuis 2002

Coûts unitaires relatifs de la main-d'œuvre en hausse de 37 % depuis 2001



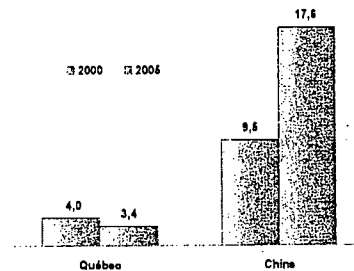
Coûts unitaires relatifs de la main-d'œuvre, Québec-États-Unis, indice, 1991=100, en dollars américains.

Québec

Une concurrence de plus en plus vive des pays émergents

- La Chine nous concurrence directement sur nos marchés intérieur et d'exportation
- Pendant que le Québec a reculé, la Chine a doublé sa présence aux États-Unis :
 - Meubles
 - Produits en cuir
 - Produits informatiques et électroniques
 - Impression
 - Matériel électrique

Part des importations américaines de biens en pourcentage du total



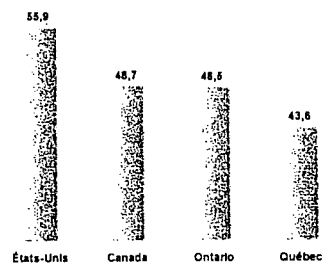
Québec

Face à sa réalité démographique et à la nouvelle donne internationale, le Québec devra miser sur sa productivité

Le Québec affiche un retard de productivité important par rapport à ses partenaires commerciaux

Si le Québec envisageait rattraper le PIB réel par heure de l'Ontario, il devrait doubler la croissance de sa production horaire annuellement sur une période de 15 ans

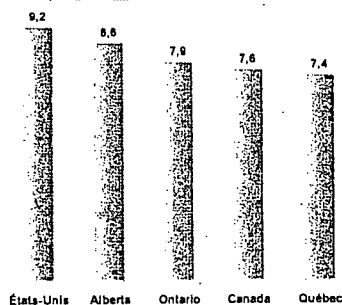
PIB réel par heure
(en \$CA de 2006)



Québec

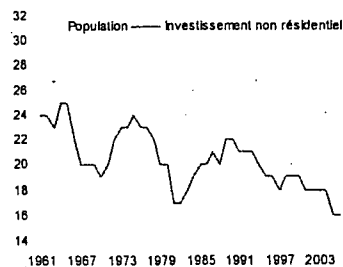
Une cause du retard de productivité, des investissements insuffisants

Taux d'investissement en machines et matériel
(en pourcentage du PIB, moyenne de 1989-2006)



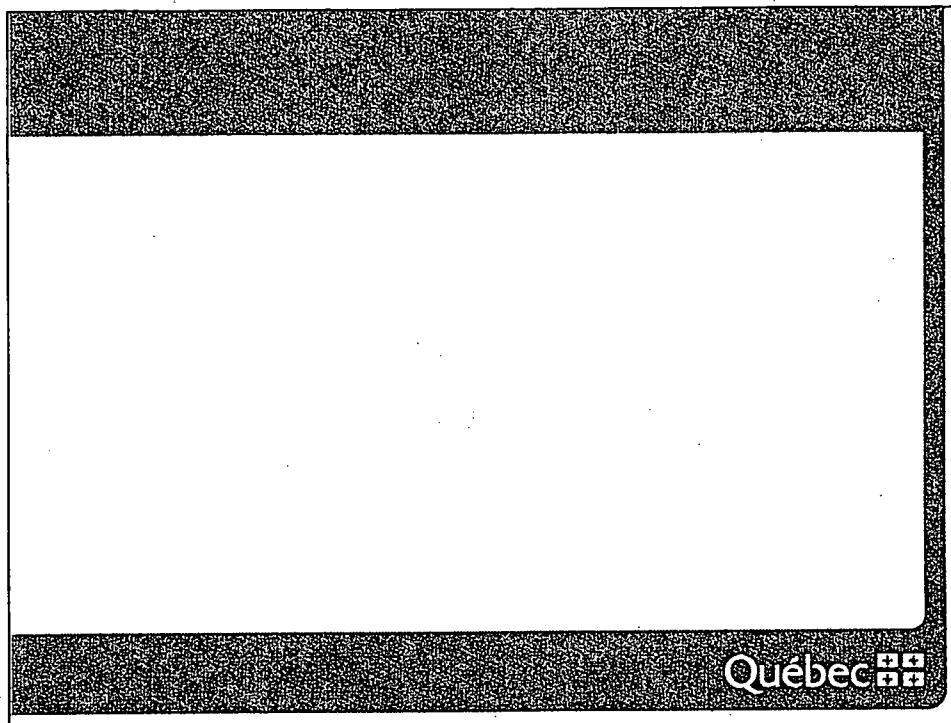
Source : Statistique Canada.

Part des investissements comparativement au poids démographique
(en pourcentage du Canada)



Source : Statistique Canada.

Québec



Le gouvernement a un rôle à jouer afin de soutenir la création de richesse

- La prospérité est l'affaire de tous
- Le secteur privé est le moteur du développement économique
- Le gouvernement a un rôle à jouer :
 - Il doit s'assurer de la qualité et de la pérennité des services publics
 - Il doit aider l'économie à réaliser son plein potentiel

Québec

Le gouvernement oriente son action autour de quatre grands axes

- Une saine gestion des finances publiques dans un souci de maintien de services publics de qualité
- Une fiscalité compétitive qui encourage le travail, l'investissement et l'innovation
- Des infrastructures publiques modernes
- Le soutien au développement économique

Québec 

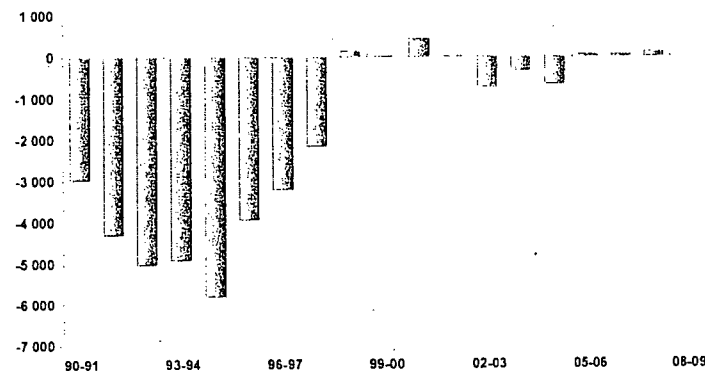
Une saine gestion des finances publiques

- Un maintien de l'équilibre budgétaire
- Un contrôle serré des dépenses
- Un contrôle de l'endettement
- Une gestion plus transparente

Québec 

Loi sur l'équilibre budgétaire

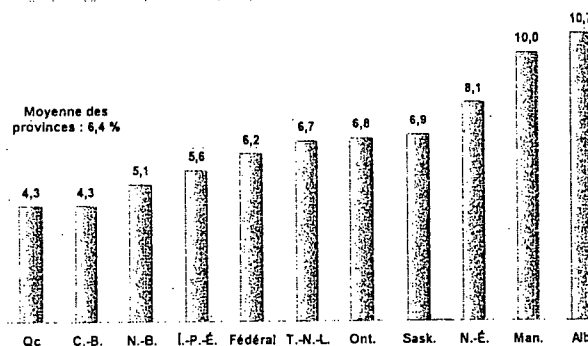
Évolution du solde budgétaire (en millions de dollars)



Québec

Contrôle de la croissance des dépenses

Croissance des dépenses de programmes de 2003-2004 à 2007-2008 ⁽¹⁾ (moyenne annuelle en pourcentage)

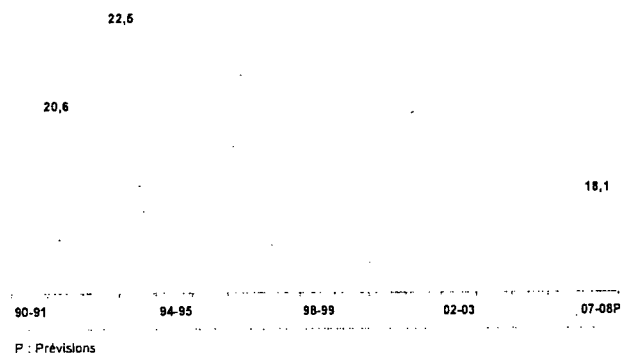


(1) Basé sur les plus récentes publications des provinces.

Québec

Une croissance des dépenses inférieure à la croissance de l'économie

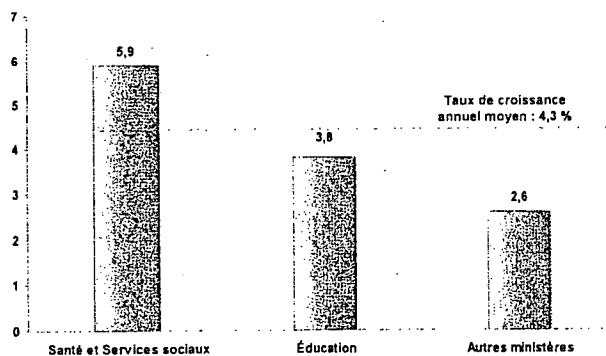
Dépenses de programmes
(en pourcentage du PIB)



Québec

La santé et l'éducation exercent des pressions importantes

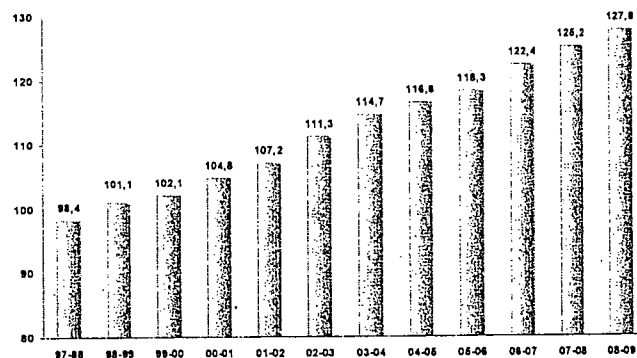
Dépenses de programmes
(croissance annuelle moyenne de 2003-2004 à 2007-2008)



Québec

Malgré l'équilibre budgétaire, une dette élevée qui continue à augmenter...

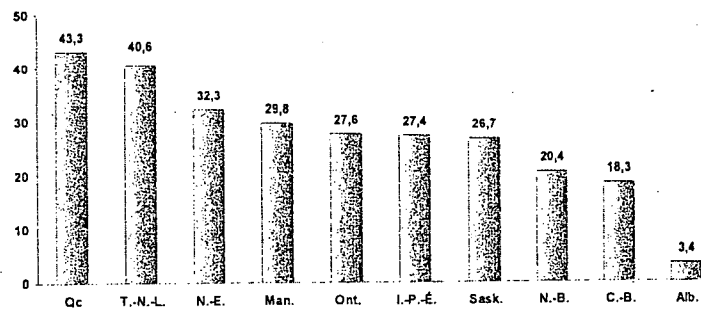
Dette totale du Québec
(en milliards de dollars)



Québec

... et qui fait du Québec la province la plus endettée du Canada

Dette totale⁽¹⁾ en 2006-2007
(en pourcentage du PIB)

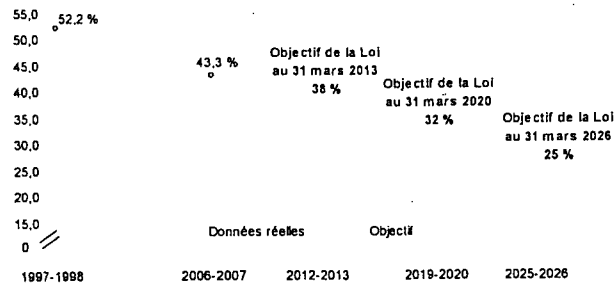


(1) Dette totale avant la réforme comptable.

Québec

La création du fonds des générations et l'engagement du gouvernement à réduire le fardeau de la dette

Projection de la réduction de la dette totale
du gouvernement du Québec
(en pourcentage du PIB)



Source : Ministère des Finances du Québec.

Québec

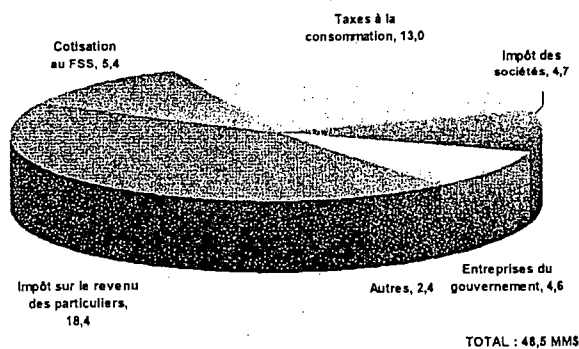
Une gestion transparente

- Le point à la mi-année sur la situation de l'économie et des finances publiques
- Une mise à jour annuelle des dépenses fiscales
- Des rapports mensuels sur les opérations financières
- Une réforme de la comptabilité gouvernementale

Québec

Les revenus autonomes proviennent de sources différentes

Répartition des revenus autonomes⁽¹⁾ – 2007-2008
(en milliards de dollars)



(1) Excluant des transferts fédéraux de 13 174 millions de dollars.
Source : Le Point sur la situation économique et financière du Québec, automne 2007.

En 2004, le Québec avait le fardeau fiscal le plus élevé au Canada

Recettes fiscales de l'ensemble des administrations publiques⁽¹⁾ - 2004 (en pourcentage du PIB)

Québec	39,0
Île-du-Prince-Édouard	35,0
Ontario	34,7
Nouvelle-Écosse	34,7
Manitoba	33,5
Nouveau-Brunswick	32,7
Colombie-Britannique	32,3
Saskatchewan	28,5
Terre-Neuve et Labrador	27,3
Alberta	25,3
Canada	33,5
États-Unis	25,5
Moyenne G7	34,4
Moyenne OCDE	35,9

(1) Incluant les recettes de l'administration fédérale et des administrations provinciales et locales.
Sources : OCDE et ministère des Finances du Québec.

Québec 

Le fardeau fiscal du Québec est relativement plus élevé pour les impôts

Recettes fiscales de l'ensemble des administrations publiques par source de revenu - 2004 (en pourcentage du PIB)

	Québec	Ontario	États-Unis	G7	OCDE
Impôt des particuliers	13,2	12,5	8,9	8,8	9,1
Impôt des sociétés ¹	10,2	7,7	6,0	9,5	9,4
Cotisations au régime d'assurance sociale ²	2,2	1,9	3,0	3,5	3,3
Taxes sur la masse salariale	0,0	0,0	0,0	0,2	0,4
Taxes sur la propriété	3,4	3,6	3,1	2,8	1,8
Taxe générale sur la consommation	5,7	5,2	2,2	5,2	6,9
Taxes spécifiques sur la consommation	3,9	3,3	2,5	3,7	4,5
Autres taxes	0,5	0,5	0,0	0,7	0,4
TOTAL	39,0	34,7	25,5	34,4	35,9

1. Incluant la taxe sur le capital et les cotisations des employeurs et travailleurs autonomes au FSS.

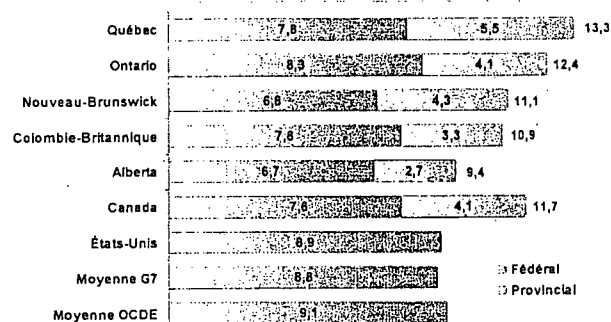
2. Employés.

Sources : OCDE et ministère des Finances du Québec.

Québec 

Caractéristiques de l'impôt des particuliers

Recettes en provenance de
l'impôt des particuliers - 2004
(en pourcentage du PIB)



Sources : OCDE et ministère des Finances du Québec.

Québec

Progrès accomplis - Impôt des particuliers

Impôt des particuliers - Écart de fardeau fiscal
entre le Québec et les autres provinces
(en appliquant la structure de taxation des autres provinces au Québec)

	2003	2008	
	(millions \$)	(millions \$)	(\$ par contribuable)
Écart Québec - autres provinces			
Colombie-Britannique	3 569	3 278	898
Alberta	4 449	3 168	888
Ontario	5 642	2 689	739
Saskatchewan	2 294	555	152
Terre-Neuve-et-Labrador	-965	-580	-153
Manitoba	692	-686	-188
Nouveau-Brunswick	1 701	-722	-198
Île-du-Prince-Édouard	1 063	-901	-247
Nouvelle-Écosse	664	-1 014	-278
Écart moyen	2 134	646	177

Québec

Progrès accomplis - Impôt des particuliers

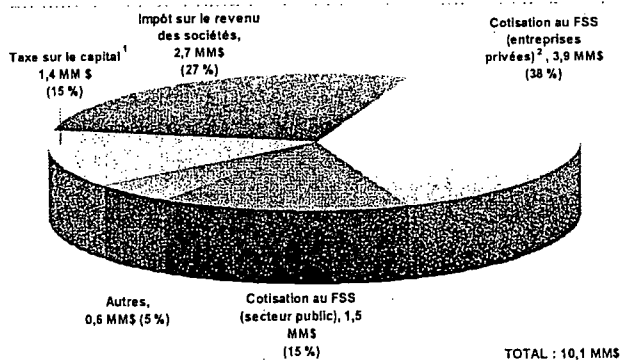
Taux marginaux maximums et seuil à partir duquel il s'applique selon la province - 2008

	Impôt de la province		Taux minimum combiné fédéral-provincial
	Seuil de la dernière tranche d'imposition	Taux minimum	
Nouveau-Brunswick	113 273 \$	17,95 %	46,95 %
Saskatchewan	111 514 \$	15,0 %	44,0 %
Colombie-Britannique	97 636 \$	14,7 %	43,7 %
Nouvelle-Écosse	93 000 \$	17,5 %	46,5 %
Québec	75 000 \$	24,0 % (19,2 %)	48,2 %
Ontario	72 041 \$	11,16 %	40,16 %
Manitoba	66 000 \$	17,4 %	46,4 %
Île-du-Prince-Édouard	63 969 \$	16,7 %	45,7 %
Terre-Neuve et Labrador	60 429 \$	16,5 %	45,5 %
Alberta	n.s.p.	10,0 %	39,0 %
Moyenne excluant le Québec	84 770 \$	15,2 %	44,2 %
Moyenne excluant le Québec et l'Alberta	84 770 \$	15,9 %	44,9 %

Québec

L'impôt des entreprises représente plus de 20 % des revenus autonomes du gouvernement

Répartition des revenus autonomes - 2007-2008
(en milliards de dollars)



1. Incluant les sociétés d'État.

2. Incluant 0,2 M\$ de cotisations au FSS par les particuliers.

Source : Le Point sur la situation économique et financière du Québec, 2007-2008.

Québec

Une fiscalité qui encourage l'investissement et l'innovation dans les entreprises

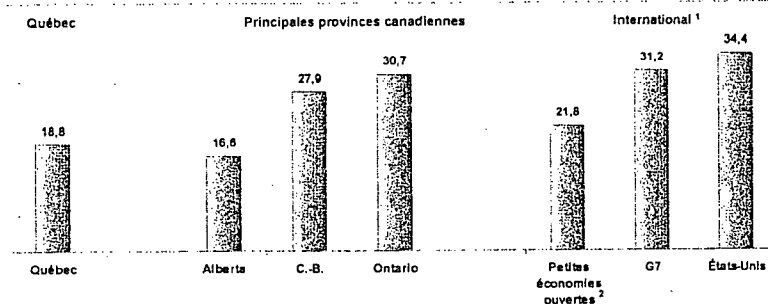
Réforme de la fiscalité des entreprises :

- Abolition de la taxe sur le capital à partir du 1^{er} janvier 2011
- Relèvement des seuils d'exemption de la taxe sur le capital
- Réduction du taux d'imposition sur le revenu pour les PME
- Instauration du crédit de taxe sur le capital pour les nouveaux investissements en matériel de fabrication et de transformation
- Réduction de près de 20 % du nombre de remises d'impôt et de taxe de vente du Québec pour les petites entreprises

Québec 

Un taux d'imposition sur l'investissement parmi les plus bas

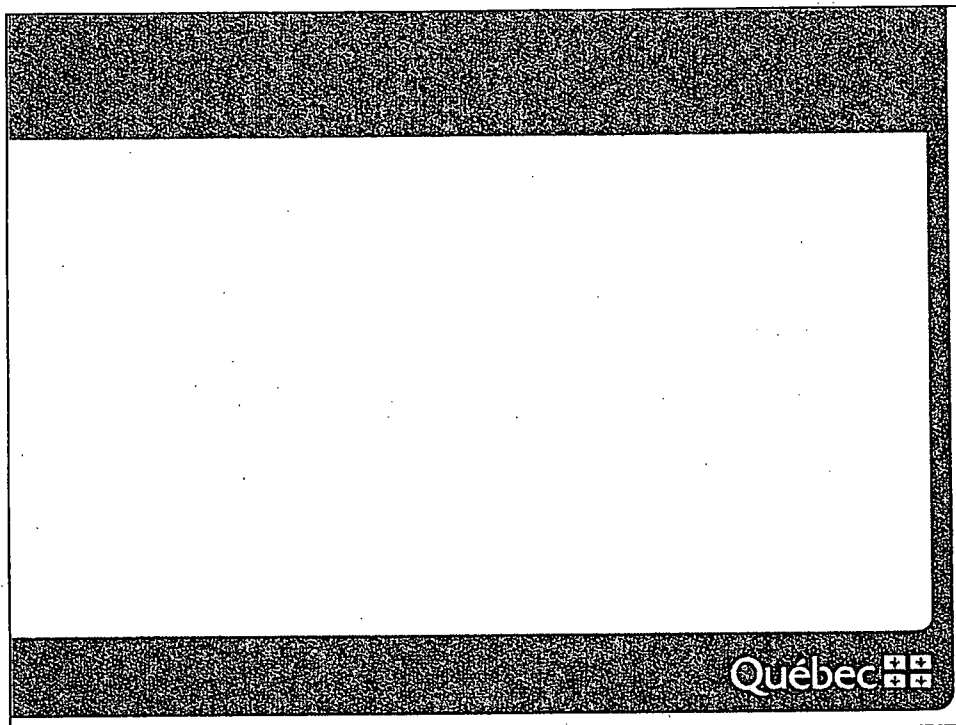
Comparaisons des taux effectifs marginaux d'imposition sur l'investissement (TEMI) - 2012 (en pourcentage)



1. Au niveau international, les TEMI présentés sont ceux de 2011.

2. Économies qui dépendent fortement d'échanges commerciaux avec des partenaires économiques de plus grande taille. Par exemple, la Suisse, l'Australie, l'Irlande, la Suède et la Norvège sont des petites économies ouvertes.

Québec 



**Des infrastructures publiques modernes
contribuent à la prospérité des générations futures**

- Les infrastructures de transport facilitent les échanges commerciaux pour les entreprises
- Les infrastructures municipales représentent un facteur de localisation des entreprises
- Les infrastructures en santé contribuent à rehausser le bien-être de la population
- Les infrastructures en éducation contribuent à la formation des travailleurs, à la recherche et à l'innovation

Québec 

Le Plan québécois des infrastructures prévoit des investissements de 30 milliards de dollars sur 5 ans

Évolution des investissements en immobilisations⁽¹⁾ (en millions de dollars)



(1) Excluant les investissements réalisés par les ministères et les organismes budgétaires ainsi que par les fonds spéciaux, à l'exception du Fonds de conservation et d'amélioration du réseau routier (FCARR).

Source : Des fondations pour réussir : Plan québécois des infrastructures, gouvernement du Québec, 2007

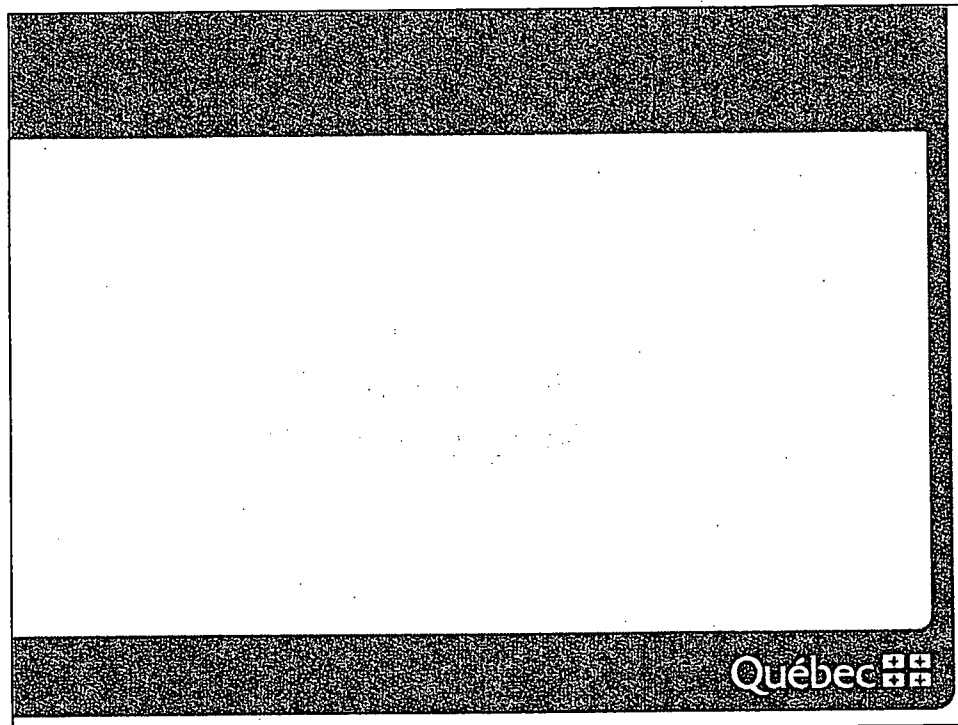
Québec

Le plan prévoit des investissements dans toutes les principales sphères de l'économie

Investissements du Plan québécois des infrastructures 2007-2012 (contribution du Québec en millions de dollars)

SECTEURS	Sous-total (maintien d'actifs)	Amélioration et remplacement	Total
Réseau routier	8 776,0	1 065,6	9 843,6
Santé	4 652,5	2 471,1	7 126,6
Éducation	5 152,7	442,0	5 594,7
Infrastructures municipales	1 950,2	1 200,3	3 150,5
Transport en commun	1 560,7	439,7	2 000,4
Autres (culture, justice, sécurité publique, logements publics, recherche)	1 291,7	652,2	1 943,9
TOTAL	23 385,8	6 273,9	29 659,7

Québec



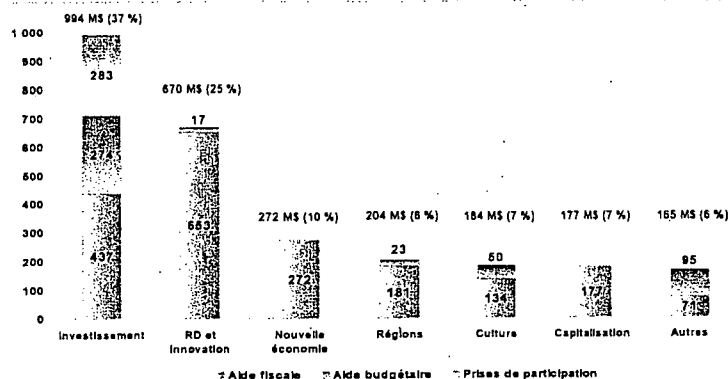
Le gouvernement du Québec joue un rôle de premier plan dans le développement économique

- Le gouvernement met en œuvre des politiques pour soutenir l'économie dans toutes les régions du Québec
- Le gouvernement accompagne les entreprises dans leurs projets majeurs d'investissement

Québec 

Les principaux leviers du gouvernement sont mis à contribution : 2,7 G\$ ont été investis en 2006-2007

Ventilation de l'aide aux entreprises selon le principal objectif poursuivi - 2006-2007 (en millions de dollars)

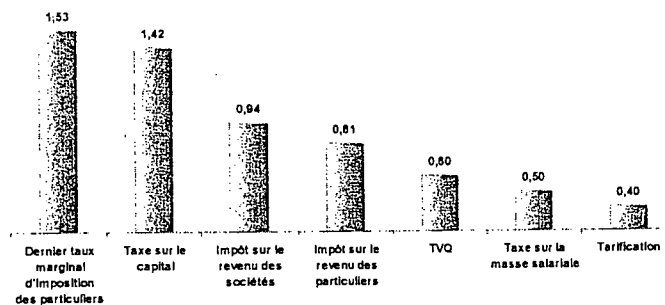


Québec

Québec

Incidence économique du tax mix

Impact sur le PIB réel par dollar de réduction d'impôt
(en dollars)

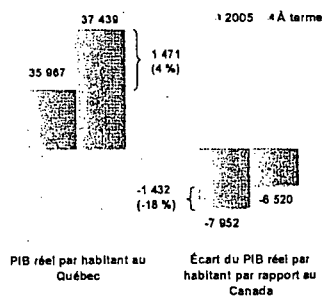


Source : Ministère des Finances du Québec

Québec

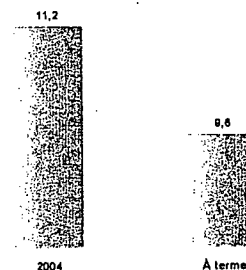
Contribution des mesures prises par le gouvernement à l'amélioration de la richesse

Impact des politiques du gouvernement sur le PIB réel par habitant
(en dollars)



Sources : Statistique Canada et ministère des Finances.

Impact des politiques du gouvernement sur la distribution des revenus
(part de la population vivant avec un revenu inférieur au seuil de pauvreté, en pourcentage)



Sources : Statistique Canada et ministère des Finances.

Québec

En conclusion

Le gouvernement doit continuer à appuyer les efforts des individus et des entreprises afin de favoriser la prospérité par :

- Une saine gestion des finances publiques
- Une fiscalité compétitive
- Des infrastructures publiques modernes
- Le développement économique

Au plan économique, le gouvernement doit poursuivre ses efforts pour encourager la natalité, le travail, l'investissement et l'innovation.

Québec 

La compétitivité du régime fiscal au Québec

**Congrès annuel de l'Association de planification
fiscale et financière**

4 octobre 2007

Présentation de M. Luc Monty,
Sous-ministre adjoint aux politiques économiques et
fiscales

Table des matières

- Contexte économique et budgétaire
- Équilibre financier du gouvernement
- Compétitivité du régime fiscal des particuliers
- Compétitivité du régime fiscal des sociétés

Contexte économique et budgétaire

L'économie du Québec se porte bien

- La croissance récente du PIB par habitant du Québec (1,3 %) est supérieure à celle de l'Ontario (0,9 %)
 - Notre niveau de vie demeure toutefois inférieur
- L'emploi continue de progresser fortement
- La demande domestique demeure vigoureuse

Les équilibres financiers demeurent précaires

- Le Québec dépense plus que la moyenne canadienne
- Les déficits encourus par le passé ont engendré une dette très lourde à supporter
- Les changements démographiques accentuent les pressions sur les finances publiques

Des actions importantes afin d'améliorer la situation budgétaire

- Depuis 2003, le gouvernement a posé des gestes significatifs.
 - Maintien de l'équilibre budgétaire
 - Réduction du poids de la dette
 - Investissement dans les infrastructures
 - Investissement dans la santé et à l'éducation
 - Contrôle de la croissance des dépenses

Maintien de l'équilibre budgétaire

Sommaire des opérations budgétaires consolidées

(en millions de dollars)

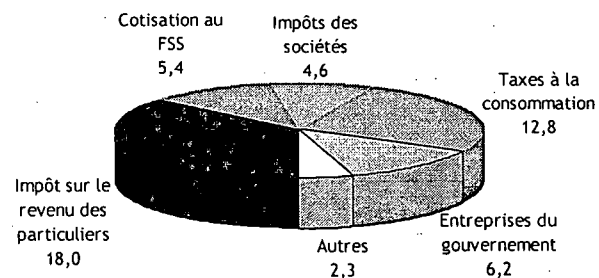
	2007
	2008
Revenus budgétaires	61 016
Dépenses budgétaires	
- Dépenses de programmes	(53 802)
- Services de la dette	(7 244)
	(61 046)
Résultats nets des organismes consolidés	30
Versements additionnels au Fonds des générations	(200)
Utilisation de la réserve budgétaire	200
Solde budgétaire consolidé	-

Source : Budget 2007-2008, Plan budgétaire

Les revenus autonomes proviennent de sources différentes

Répartition des revenus autonomes¹ - 2007-2008

(en milliards de dollars)



Total : 47,8 MM\$

1. Excluant des transferts fédéraux de 13 174 millions de dollars.
Source : Budget 2007-2008, Plan budgétaire

Équilibre financier du gouvernement

(à compléter avec l'information de la DGPP)

Maintien de l'équilibre budgétaire

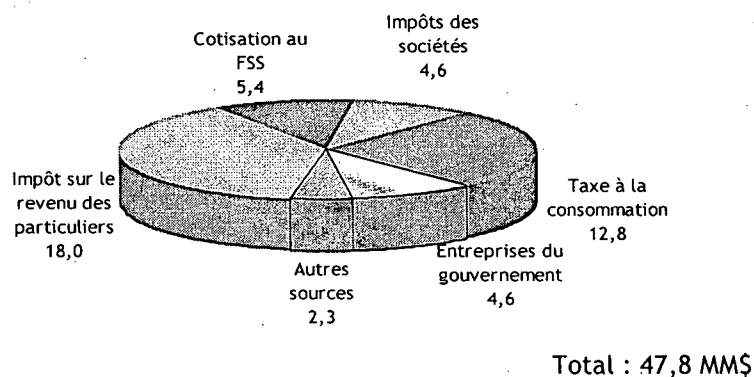
Sommaire des opérations budgétaires consolidées (en millions de dollars)

	2007-2008
Revenus budgétaires¹	61 016
Dépenses budgétaires	
- Dépenses de programmes	(53 802)
- Services de la dette	(7 244)
	<u>(61 046)</u>
Résultats nets des organismes consolidés	30
Versements additionnels au Fonds des générations	(200)
Utilisation de la réserve budgétaire	200
Solde budgétaire consolidé	-

1. Incluant des transferts fédéraux de 13 174 millions de dollars.
Source : Plan budgétaire, Budget 2007-2008

Les revenus autonomes proviennent de sources différentes

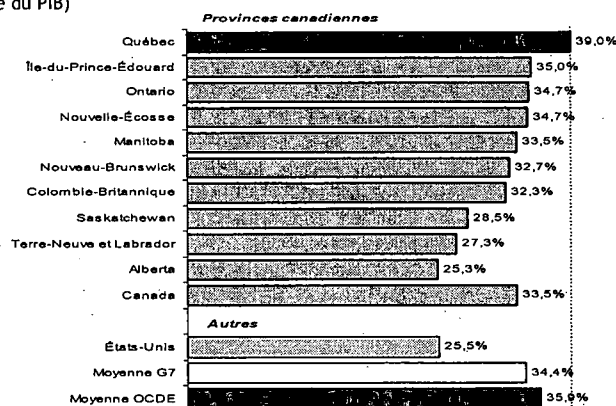
Répartition des revenus autonomes¹ - 2007-2008 (en milliards de dollars)



1. Excluant des transferts fédéraux de 13 174 millions de dollars.
Source : Budget 2007-2008, Plan budgétaire

En 2004, le Québec a le fardeau fiscal le plus élevé au Canada

Recettes fiscales de l'ensemble des administrations publiques¹ - 2004 (en pourcentage du PIB)



1. Incluant les recettes de l'administration fédérale et des administrations provinciales et locales.
Sources : OCDE et ministère des Finances du Québec.

Le fardeau fiscal du Québec est relativement plus élevé pour les impôts

**Recettes fiscales de l'ensemble des administrations publiques
par source de revenu - 2004**
(en pourcentage du PIB)

	Québec	Ontario	États-Unis	G7	OCDE
Impôt des particuliers	13,2	12,5	8,9	8,8	9,1
Impôt des sociétés ¹	10,2	7,7	6,0	9,5	9,4
Cotisations au régime d'assurance sociale ²	2,2	1,9	3,0	3,5	3,3
Taxes sur la masse salariale	0,0	0,0	0,0	0,2	0,4
Taxes sur la propriété	3,4	3,6	3,1	2,8	1,8
Taxe générale sur la consommation	5,7	5,2	2,2	5,2	6,9
Taxes spécifiques sur la consommation	3,9	3,3	2,5	3,7	4,5
Autres taxes	0,5	0,5	0,0	0,7	0,4
Total	39,0	34,7	25,5	34,4	35,9

1. Incluant la taxe sur le capital et les cotisations des employeurs et travailleurs autonomes.

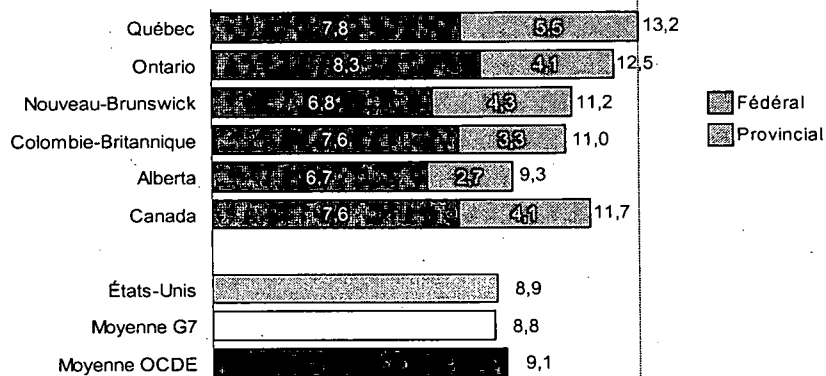
2. Employés.

Sources : OCDE et ministère des Finances du Québec.

Compétitivité du régime fiscal des particuliers

Caractéristiques de l'impôt des particuliers

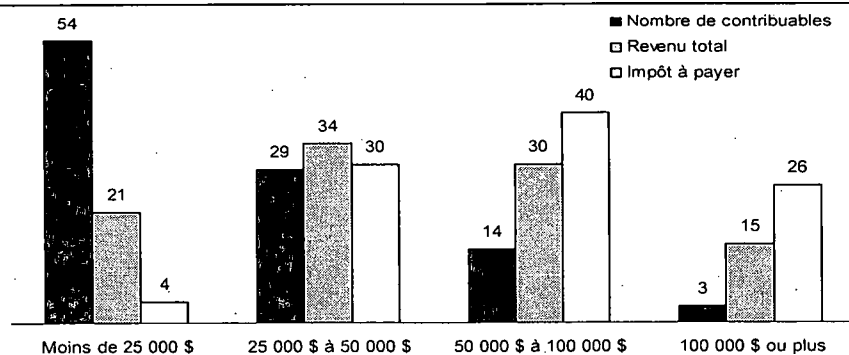
Recettes en provenance de l'impôt des particuliers – 2004 (en pourcentage du PIB)



Sources : OCDE et ministère des Finances du Québec.

Caractéristiques de l'impôt des particuliers

Répartition du nombre de contribuables, du revenu total et de l'impôt à payer selon la tranche de revenu – 2004 (en pourcentage)



Source : Ministère des Finances du Québec.

Caractéristiques de l'impôt des particuliers

Contribuables imposables et non imposables par province - 2004

	Nombre de contribuables (en milliers)			Proportion de contribuables non imposables
	Imposables	Non imposables	Total	
Alberta	1 330	1 028	2 358	43,6%
Saskatchewan	430	287	718	40,1%
Québec	3 465	2 315	5 780	40,1%
Nouveau-Brunswick	344	229	573	39,9%
Manitoba	527	317	844	37,6%
Ontario	5 567	3 338	8 905	37,5%
Terre-Neuve	251	144	395	36,6%
Nouvelle-Écosse	448	248	695	35,6%
Colombie-Britannique	1 955	1 075	3 030	35,5%
Île-du-Prince-Édouard	71	35	106	32,8%
Ensemble des provinces	14 388	9 016	23 404	38,5%

Sources : Statistiques fiscales, année 2004, Agence des douanes et du revenu du Canada et Statistiques fiscales des particuliers du Québec, année 2004, Ministère des Finances du Québec.

Caractéristiques de l'impôt des particuliers

Seuils d'imposition selon la province - 2007

	Personne seule	Monoparentale 1 enfant	Couple 2 enfants
Terre-Neuve et Labrador	12 468	19 774	19 740
Île-du-Prince-Édouard	10 657	16 714	19 398
Nouvelle-Écosse	11 497	19 099	20 750
Nouveau-Brunswick	13 297	22 471	22 554
Québec	14 528	31 308	44 283
Ontario	12 496	28 436	38 695
Manitoba	9 495	17 582	22 036
Saskatchewan	9 228	25 513	28 668
Alberta	16 368	32 485	33 038
Colombie-Britannique	16 997	21 800	26 600
Fédéral	10 470	39 520	57 198
Moyenne	12 500	24 973	30 269

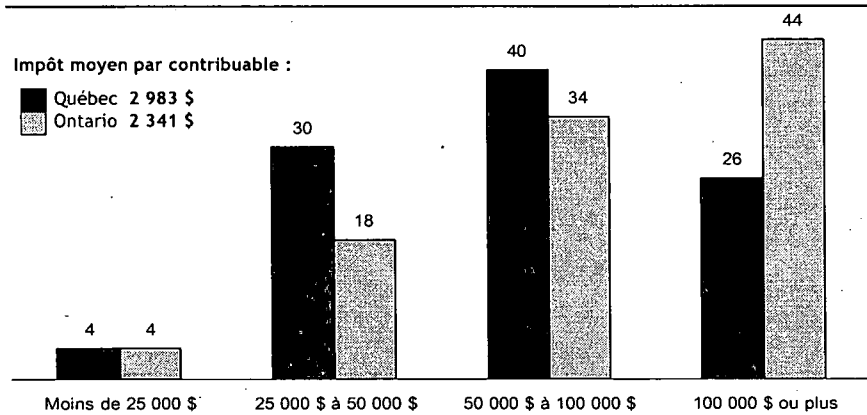
Source : Ministère des Finances du Québec.

Caractéristiques de l'impôt des particuliers

Répartition de l'impôt à payer au Québec et en Ontario – 2004
(en pourcentage)

Impôt moyen par contribuable :

■ Québec 2 983 \$
■ Ontario 2 341 \$



Sources : Ministère des Finances du Québec et Agence des douanes et du revenu du Canada.

Progrès accomplis au cours des dernières années

Progrès accomplis depuis 2003

- Le *Budget 2007-2008* a prévu une baisse générale d'impôt de 950 M\$ résultant :
 - hausse des seuils de revenu imposable de la table de 25 %;
 - augmentation de 275 \$ du montant de base.
- En 2008, 3,8 millions de contribuables bénéficieront d'une baisse d'impôt pouvant atteindre :
 - 969 \$ pour un contribuable;
 - 1 939 \$ pour un couple.

Taux d'imposition à l'impôt sur le revenu du Québec - 2007 et 2008

Taux marginal d'imposition	Régime fiscal de 2007	Régime fiscal de 2008
	Seuil de revenu imposable	Seuil de revenu imposable
16 %	De 0 \$ à 29 290 \$	De 0 \$ à 37 500 \$
20 %	De 29 290 \$ à 58 595 \$	De 37 500 \$ à 75 000 \$
24 %	58 959 \$ ou plus	75 000 \$ ou plus

Progrès accomplis depuis 2003 Mesures des budgets antérieurs

- La baisse générale d'impôt s'ajoute aux autres mesures annoncées depuis 2003 :
 - Déduction pour les travailleurs : 588 M\$;
 - Régime unique d'imposition : 219 M\$;
 - Bonification du crédit d'impôt pour le maintien à domicile des personnes âgées : 74 M\$;
 - Soutien additionnel aux enfants : 547 M\$;
 - Prime au travail : 304 M\$;
 - Fractionnement des revenus pour les retraités : 106 M\$.
- La réduction totale serait de plus de 3 MM\$.

Progrès accomplis depuis 2003

- Ces changements ont eu plusieurs effets :
 - améliorer la compétitivité fiscale;
 - soulager la classe moyenne;
 - soutenir les familles et favoriser l'incitation au travail.

Progrès accomplis : Amélioration de la compétitivité fiscale

Impôt des particuliers

Écart de fardeau fiscal entre le Québec et les autres provinces en appliquant la structure de taxation des autres provinces au Québec⁽¹⁾

	2003	2008 ⁽²⁾	
	(millions \$)	(millions \$)	(\$ par contribuable)
Écart Québec - autres provinces⁽³⁾			
Colombie-Britannique	3 538	3 278	898.
Alberta	4 433	3 168	868
Ontario	5 627	2 699	739
Saskatchewan	2 234	555	152
Terre-Neuve-et-Labrador	- 677	- 560	- 153
Manitoba	937	- 686	- 188
Nouveau-Brunswick	1 526	- 722	- 198
Île-du-Prince-Édouard	1 099	- 901	- 247
Nouvelle-Écosse	689	- 1 014	- 278
ÉCART MOYEN	2 156	646	177

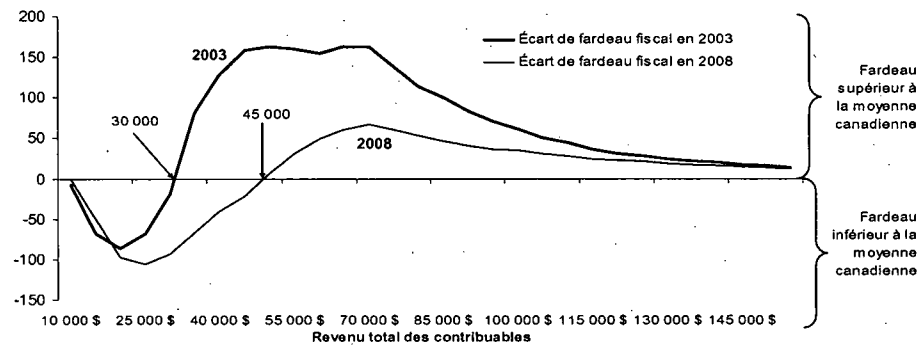
(1) Incluant les contributions-santé et les mesures d'aide aux familles (par exemple, les allocations familiales et les crédits d'impôt remboursables).

(2) Incluant les mesures des budgets 2007-2008 du Québec, du gouvernement fédéral et de toutes les autres provinces.

(3) L'abattement du Québec de 16,5 % est retranché de l'écart de fardeau fiscal.

Progrès accomplis : Soulagement de la classe moyenne

Écart de fardeau fiscal par rapport à la moyenne canadienne
selon le revenu du contribuable - 2008
(en millions de dollars)



Progrès accomplis : Amélioration de la compétitivité fiscale

Taux marginaux maximums et seuil à partir duquel il s'applique selon la province - 2008

	Impôt de la province		Taux maximum combiné fédéral-provincial ⁽²⁾
	Seuil de la dernière tranche d'imposition ⁽¹⁾	Taux maximum	
Nouveau-Brunswick	113 385 \$	18,0 %	47,0 %
Saskatchewan	111 924 \$	15,0 %	44,0 %
Colombie-Britannique	97 827 \$	14,7 %	43,7 %
Nouvelle-Écosse	93 000 \$	19,3 %	48,3 %
Québec	75 000 \$	24,0 % (20,04 %) ⁽³⁾	48,2 %
Ontario	72 325 \$	17,4 %	46,4 %
Manitoba	66 000 \$	17,4 %	46,4 %
Île-du-Prince-Édouard	63 969 \$	18,4 %	47,4 %
Terre-Neuve et Labrador	60 967 \$	16,5 %	45,5 %
Alberta	n.s.p.	10,0 %	39,0 %
Moyenne excluant le Québec	84 925 \$	16,3 %	45,3 %
Moyenne excluant le Québec et l'Alberta	84 925 \$	17,1 %	46,1 %

(1) Les seuils de revenu des autres provinces que le Québec ont été indexés au taux de 2 % en 2008.

(2) Les taux s'appliquent à un seuil de revenu de 123 305 \$ et incluent un abattement de 16,5 % de l'impôt fédéral pour le Québec.

(3) Excluant l'abattement fédéral.

Progrès accomplis : Amélioration de la compétitivité fiscale

Répartition des contribuables selon la tranche d'imposition

Taux marginal d'imposition	Proportion de contribuables	
	Régime de 2007	Régime de 2008
16 %	60,3 %	70,0 %
20 %	28,2 %	23,8 %
24 %	11,5 %	6,2 %
Total	100,0 %	100,0 %

Soutenir les familles et favoriser l'incitation au travail

Soutien aux familles :

- Les familles québécoises comptent sur l'aide la plus généreuse des provinces canadiennes.
 - Le Soutien aux enfants verse plus de 2 milliards \$ à environ 856 000 familles québécoises.
 - Pour une famille ayant 4 enfants, c'est plus de 100 000 \$ sur une période de 18 ans.

Incitation au travail :

- En 2007, le gouvernement consacre près de 950 millions \$ dans le but de favoriser la participation au marché du travail.
 - La déduction de 1 000 \$ pour les travailleurs totalise 588 M\$.
 - La Prime au travail, qui peut atteindre 2 848 \$ pour un couple avec enfants, s'élève 356 M\$ et touche à plus de 600 000 ménages.

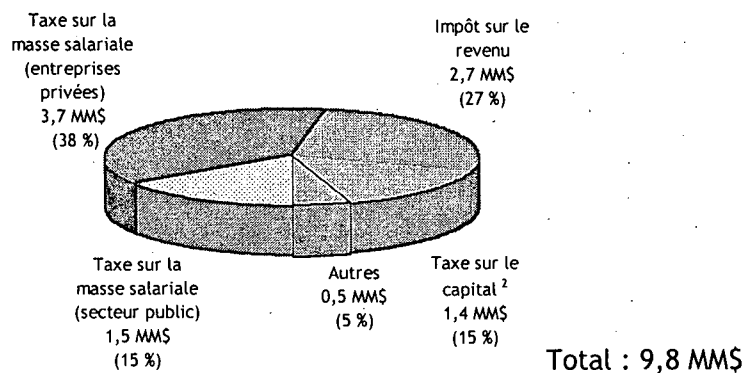
En conclusion : une fiscalité des particuliers améliorée

- 1) Le fardeau fiscal à l'impôt sur le revenu des particuliers a été réduit de façon importante au cours des dernières années.
- 2) Ces changements ont eu pour effet :
 - d'améliorer la compétitivité fiscale;
 - d'aider la classe moyenne;
 - de soutenir la famille et favoriser l'incitation au travail.

**Compétitivité du régime fiscal
des sociétés**

Fardeau fiscal des entreprises : plus de 20 % des revenus autonomes du gouvernement

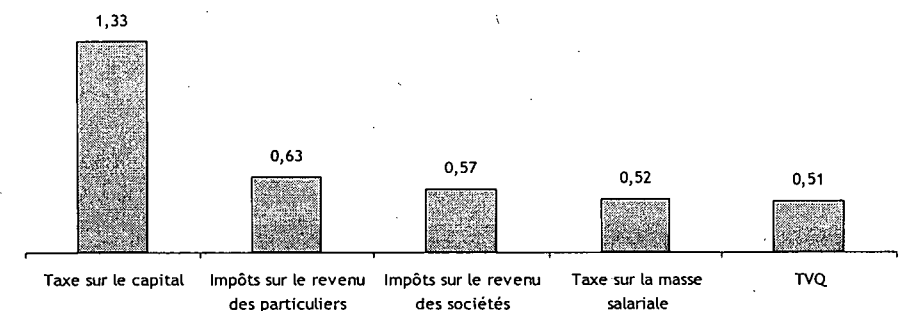
Fardeau fiscal des sociétés par source de revenus 2007-2008¹ (en milliards de dollars)



1. Budget du Québec 2007-2008, Plan budgétaire.
2. Incluant les sociétés d'État.

Incidence économique de la taxe sur le capital

Impact sur le PIB réel par dollar de réduction d'impôts (en dollars)



Source : Budget 2007-2008, Plan budgétaire.

Taxe sur le capitale abolie d'ici 2011 et dès maintenant pour le secteur manufacturier

Plan d'élimination de la taxe sur le capital, d'ici 2011 (taux général, en pourcentage)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Plan d'élimination de la taxe sur le capital	0,525	0,49	0,36	0,24	0,12	-

Taux en vigueur le 1^{er} janvier de chaque année. Pour les institutions financières, le taux applicable est le double du taux général.

- Élimination immédiate de la taxe sur le capital pour les entreprises manufacturières qui investissent en :
 - majorant de 5 % à 10 % le taux du crédit de taxe sur le capital;
 - prolongeant le crédit de taxe sur le capital jusqu'à l'élimination de la taxe sur le capital.
- Une réduction de l'impôt sur le revenu des entreprises qui réalisent des investissements par la hausse des taux de déduction pour amortissement.

En 2011-2012, plus de 2 G\$ consacrés à l'abolition de la taxe sur le capital

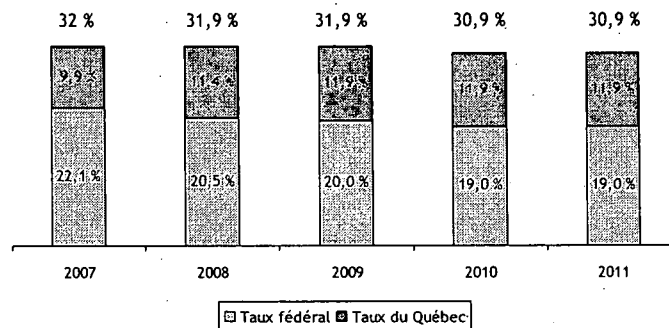
Mesures générales de réduction du fardeau fiscal des sociétés (en millions de dollars)

	2007 2008	2011 2012
Abolition de la taxe sur le capital	(739)	(2 036)
Impôt sur le revenu ¹		
• Hausse de 8,9 % à 11,9 % du taux d'imposition des grandes entreprises	272	635
• Réduction à 8 % du taux des PME	(71)	(82)
• Hausse des taux de l'amortissement	(38)	-
	163	553
Total	(576)	(1 483)

¹ Inclure les mesures à l'égard de la hausse des taux de déduction pour amortissement.

Hausse du taux d'imposition des grandes entreprises sans modifier le taux global d'imposition

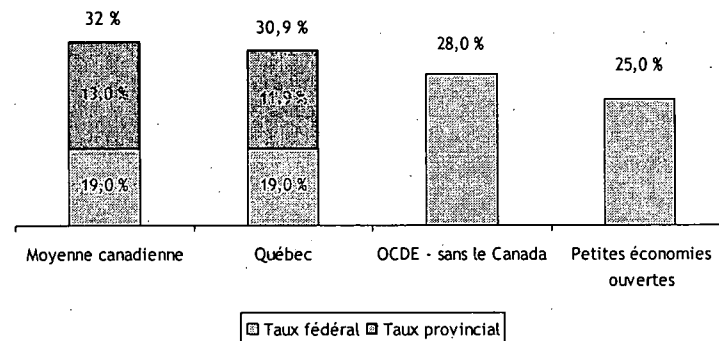
Taux combiné sur le revenu des sociétés au Québec



Source : Ministère des Finances du Québec

Un taux d'imposition sur le revenu légèrement inférieur à la moyenne canadienne

Taux combiné d'imposition en 2011



Source : Ministère des Finances du Québec

Sommaire du régime de taxation

Taux de taxation à l'impôt des sociétés, 2007-2011
(en pourcentage)

	2007	2008	2009	2010	2011
Taxe sur le capital ^{1,2}	0,49	0,36	0,24	0,12	-
Impôt sur le revenu					
Petites entreprises ³	8,00	8,00	8,00	8,00	8,00
Taux général	9,90	11,40	11,90	11,90	11,90
TVQ			Intrants remboursés		
Taxe sur la masse salariale ⁴			2,70 à 4,26		

¹ Une exemption complète de la taxe sur le capital est accordée aux entreprises ayant un capital versé inférieur à 1 million de dollars en 2005.

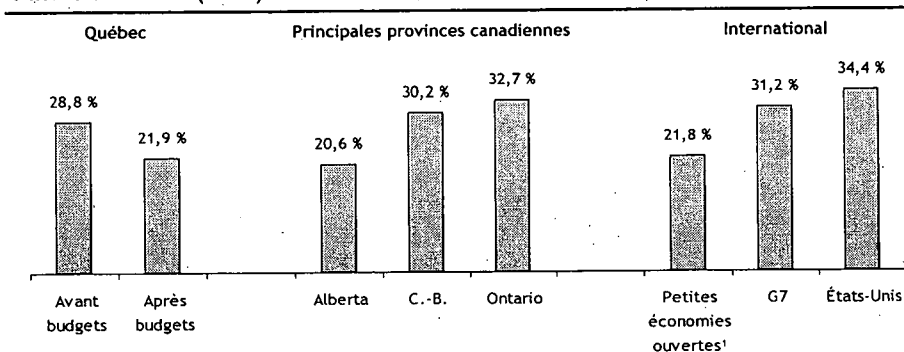
² Pour les institutions financières, le taux applicable est le double du taux général.

³ Depuis le budget 2007-2008, le taux général de l'impôt sur le revenu des sociétés s'applique également aux revenus de placements.

⁴ Les entreprises ayant une masse salariale inférieure à 1 million de dollars sont imposées au taux de 2,70 %. Celles dont la masse salariale est supérieure à 5 millions de dollars le sont à 4,26 %. Pour une masse salariale comprise entre 1 et 5 millions de dollars, une récupération de taux est prévue.

TEMI : un taux d'imposition sur l'investissement parmi les plus bas

Comparaisons des taux effectifs marginaux d'imposition sur l'investissement (TEMI) - 2011



1. Économies qui dépendent fortement d'échanges commerciaux avec des partenaires économiques de plus grande taille. Par exemple, la Suisse, l'Australie, l'Irlande, la Suède et la Norvège sont des petites économies ouvertes.
Source : Budget 2007-2008, Plan budgétaire

Soutien aux entreprises pour favoriser le développement économique

Aide fiscale aux entreprises - 2007-2008

(en millions de dollars)

	Aide fiscale
Impôt des sociétés	
- Recherche et développement	682
- Investissement	537
- Nouvelle économie	274
- Régions	187
- Culture	136
- Autres	78
Capitalisation des entreprises (impôt des particuliers)	174
Total	2 068